





# CROUS Bourgogne-Franche-Comté

## Réhabilitation de la cité universitaire Beaune Bourgogne

### Campus de Dijon

MAITRE D'OUVRAGE	<b>CROUS Bourgogne-Franche-Comté</b> 32 rue de l'Observatoire 25000 BESANCON	
	<b>A&amp;B Architectes – PMCR</b> 12 rue du dessous des Berges 75013 PARIS	
MAITRES D'ŒUVRE	<b>SCOPING, Ingénierie et Conseil</b> 36 avenue Françoise Giroud 21 000 DIJON	
	<b>AMPLITUDE</b> 22 rue Salomon Reinach 69007 LYON	



## LOT N°00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

# DCE

# CCTP

C	18/06/2025	Modification allotissement pour reconsultation
B	19/03/2025	Deuxième édition, ajout de précision chapitre témoin/prototype et chapitre installation de chantier
A	28/02/2025	Première édition
Indice	Date	Nature

Etabli par : VL

Vérifié par : MT

Approuvé par : AMU

Le : Juin 2025

Le : Juin 2025

Le : Juin 2025

N° affaire : CO-24-21D-850

## SOMMAIRE DU CHAPITRE 0

### GENERALITES

<b>0.01</b>	<b>PREAMBULE – PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES</b>	<b>4</b>
0.01.1	PRESENTATION DU PROJET	4
1.00.1.1	LES INTERVENANTS	5
1.00.1.2	ALLOTISSEMENT	6
1.00.1.3	ETENDUE DES TRAVAUX	6
<b>1.10</b>	<b>BASE DE L'ETUDE</b>	<b>7</b>
1.10.1	TRAVAUX COMPRIS DANS L'OFFRE	7
1.10.2	QUALIFICATIONS	8
1.10.2.1	PRESCRIPTION TECHNIQUES REGLEMENTAIRES	8
1.10.3	PERFORMANCES ENERGETIQUES	9
1.10.4	PERMEABILITE A L'AIR	9
1.10.5	PERFORMANCES ACOUSTIQUES	10
1.10.6	DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU PROJET	10
1.10.7	REMARQUES IMPORTANTES CONCERNANT LA REGLEMENTATION	10
1.10.8	SECURITE ET HYGIENE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX	11
1.10.9	TRAVAUX EN PRESENCE D'AMIANTE ET DE PLOMB	11
1.10.9.1	DIAGNOSTICS AMIANTE	13
1.10.9.2	DIAGNOSTICS PLOMB	14
1.10.10	REGLEMENTATION DE SECURITE INCENDIE	14
1.10.11	PRINCIPE DE CHANTIER – PLANNING - PHASAGE	14
<b>1.20</b>	<b>ETUDES ET OFFRE DE L'ENTREPRISE</b>	<b>15</b>
1.20.1	RECONNAISSANCE DU SITE – PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER	15
1.20.2	INTERPRETATION DES DOCUMENTS DE L'ETUDE	15
1.20.3	SUJETIONS DIVERSES COMPRISES DANS LES PRIX	16
1.20.4	ETABLISSEMENT DES QUANTITES, DES DETAILS ESTIMATIFS	16
1.20.5	OMISSIONS - CONTRADICTIONS	16
1.20.6	PLANS D'EXECUTION ET DE FABRICATION, DETAILS DE MISE EN ŒUVRE, SCHEMA, ETC.	17
1.20.7	DEMANDES CONCESSIONNAIRES	17
1.20.8	REALISATION DE LA SYNTHESE	17
1.20.9	MARQUES – ECHANTILLONS – PROTOTYPES – TEMOINS	18
1.20.9.1	ECHANTILLONS	18
1.20.9.2	PROTOTYPES	18
1.20.9.3	LOGEMENT TEMOIN	19
1.20.10	PÉRIODE DE PREPARATION	19
1.20.11	INTEMPERIES	19
<b>1.30</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>20</b>
1.30.1	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	20
1.30.2	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	20
1.30.3	PROTECTIONS DES OUVRAGES	20
1.30.4	COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS	20
1.30.5	NUISANCES	21
1.30.6	ORGANISATION GENERALE DES TRAVAUX	21
1.30.7	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER	21
1.30.7.1	INSTALLATION DE CHANTIER ET SPECIFICITES	21
1.30.7.2	CONSTAT D'ETAT DES LIEUX	22
1.30.7.3	PANNEAU DE CHANTIER ET DE DECLARATION DE TRAVAUX	23
1.30.7.4	RESEAUX PROVISOIRES – DIVERS FLUIDES ET ENERGIES	23
1.30.7.5	OCCUPATION DES LOCAUX ET PARTIES COMMUNES	23
1.30.7.6	CIRCULATIONS	24
1.30.7.7	DEMANDES DE STATIONNEMENT	24
1.30.7.8	PROTECTION INCENDIE	24
1.30.7.9	SERVICES DE SOINS ET DE TRANSPORTS	24
1.30.8	DECLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX	24
<b>1.40</b>	<b>PRESCRIPTIONS GENERALES DIVERSES</b>	<b>25</b>
1.40.1	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA COORDINATION INTER-ENTREPRISES	25
1.40.1.1	COORDINATION DES TRAVAUX – DELAIS DE REALISATION	25
1.40.1.2	COMPTE PRORATA	25
1.40.2	COORDINATION DE TRAVAUX	25
1.40.3	COMPTES-RENDUS DE CHANTIER	25
1.40.4	AUTOCONTROLE	25
1.40.5	PERCEMENTS – SCHELLEMENTS - REBOUCHAGES	26
1.40.6	NETTOYAGE	26
1.40.7	VOIES D'ACCES, DE CIRCULATIONS ET ABORDS	26
1.40.8	EVACUATION DES GRAVATS – STOCKAGES – GESTION DES DECHETS	26
1.40.8.1	EVACUATION DES GRAVATS	26
1.40.8.2	STOCKAGE	26

1.40.8.3	BORDEREAUX DE SUIVI.....	26
1.40.9	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS TECHNIQUES A FOURNIR.....	27
1.40.9.1	AVANT TRAVAUX (1 MOIS AVANT MISE EN FABRICATION).....	27
1.40.9.2	EN FIN DE TRAVAUX (DOSSIER DE RECOLLEMENT COMPLET).....	27
1.40.10	RESERVATIONS – PERCEMENTS DANS LE NEUF ET L'EXISTANT .....	28
1.40.11	LIMITES DE PRESTATION .....	28
1.40.11.1	LOT 02 – VRD.....	28
1.40.11.2	LOT 03 – ETANCHEITE – COUVERTURE.....	28
1.40.11.3	LOT 04 – MENUISERIES EXTERIEURES.....	29
1.40.11.4	LOT 05 – SERRURERIE.....	30
1.40.11.5	LOT 06 – TRAITEMENT DE FAÇADE.....	30
1.40.11.6	LOT 07 – FINITIONS INTERIEURES.....	31
1.40.11.7	LOT 09 – PCV.....	31
1.40.11.8	LOT 12 – MENUISERIES INTERIEURES.....	31
1.40.12	SCELLEMENTS – REBOUCHAGES.....	31
1.40.13	RELEVES DES OUVRAGES EXISTANTS – TRAITS DE NIVEAUX – TRACAGE – MISE EN PLACE DES AXES .....	32
1.40.14	RECEPTION DES SUPPORTS.....	32
1.40.15	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES OUVRAGES.....	32
1.40.15.1	PROTECTION DES EXISTANTS.....	32
1.40.15.2	PROTECTION DES OUVRAGES – MATERIAUX – MATÉRIELS .....	32
<b>1.50</b>	<b>PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA RECEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>34</b>
1.50.1	ESSAIS DE MATERIAUX ET DE MISE EN ŒUVRE.....	34
1.50.1.1	ESSAIS TECHNIQUES.....	34
1.50.2	DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES ET DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR LES OUVRAGES.....	35
1.50.3	ASSISTANCE A LA RECEPTION DES OUVRAGES .....	35

## **0.01                      PREAMBULE – PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES**

Ce document fait partie intégrante du dossier marché et est indissociable des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCCTP) relatifs à chaque corps d'état.

Il est à lire en parallèle avec le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

**Dans le cas où il apparaîtrait, dans le dossier de consultation, des contradictions ou incohérences entre les descriptions ou spécifications exprimées dans les différents chapitres, il appartiendra à l'entreprise soumissionnaire d'attirer l'attention du maître d'œuvre, de façon à préciser ce qu'il convient de prendre en compte et ceci avant la signature des marchés.**

Quoi qu'il en soit, les pièces forment un tout et en cas de contradictions entre pièces, les Entreprises incluront dans leurs offres la plus contraignante des solutions.

Il est rappelé que les descriptions faites dans le devis descriptif et son additif éventuel sont des minima destinés à obtenir les niveaux de qualité prescrits par les normes et réglementations applicables aux travaux de bâtiment. En conséquence, plus que l'obligation de conformité, c'est l'obligation de résultat qui prévaudra.

Les termes Entrepreneur et Entreprise repris dans le présent document désignent le titulaire du marché.

### **0.01.1                      PRESENTATION DU PROJET**

La cité Beaune-Bourgogne se situe au nord du campus Montmuzard, et est située au 37 rue Recteur Marcel Bouchard à Dijon (21).



Le site se compose de 2 résidences de logements étudiants :

- Résidence Beaune : Bâtiment en R+4 avec un sous-sol, d'une surface HO d'environ 5200m²
- Résidence Bourgogne : Bâtiment en R+2 sur vide-sanitaire, d'une surface HO d'environ 900m²

Et comporte en outre :

- Une salle événementielle LA ROTONDE
- Deux logements de fonction



Les travaux consistent en la réalisation complète, tout corps d'état, des travaux de Désamiantage-Curage, des travaux de restructuration, des aménagements projetés et des travaux d'aménagements extérieurs jusqu'en limite définie au présent projet.

### 1.00.1.1 **LES INTERVENANTS**

#### - LE MAITRE D'OUVRAGE :

CROUS Bourgogne-Franche-Comté  
32 rue de l'Observatoire  
25000 BESANCON

#### - L'ARCHITECTE :

A&B Architectes - PMCR  
12 rue du dessous des Berges  
75013 PARIS

#### - LE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES :

SCOPING  
Antenne de Dijon  
36 avenue Françoise Giroud  
21000 DIJON

#### - LE BUREAU D'ETUDES ACOUSTIQUE :

AMPLITUDE  
22 rue Salomon Reinach  
69007 LYON

#### - LE BUREAU DE CONTRÔLE :

BTP Consultants  
5B rue Grande Fin  
21121 FONTAINE-LES-DIJON

#### - CSPS :

BTP Consultants  
5B rue Grande Fin  
21121 FONTAINE-LES-DIJON

**- AMO :**

SEMCODA  
50 rue du Pavillon  
01000 BOURG-EN-BRESSE

**1.00.1.2      ALLOTISSEMENT**

Le présent C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières) forme des LOTS et des LOTS à plusieurs CHAPITRES. Il est divisé en lots correspondant à un corps de métier, tous les lots doivent être connus de chaque entrepreneur intervenant.

La répartition des lots est la suivante :

- Lot n°01 Désamiantage - Curage
- Lot n°02 Déconstruction et restructuration :
  - Chapitre 01 Démolition
  - Chapitre 02 Terrassements - Fondations - Gros-Œuvre
  - Chapitre 03 VRD - Aménagements extérieurs
- Lot n°03 Etanchéité
- Lot n°04 Menuiseries extérieures PVC - Occultations
- Lot n°05 Serrurerie - Menuiseries Aluminium
- Lot n°06 Traitements de façade – Structure bois
- Lot n°07 Finitions intérieures :
  - Chapitre 01 Cloisons – Doublages – Faux plafonds
  - Chapitre 02 Peinture – Nettoyage
  - Chapitre 03 Chapes – Sols durs – Faïences
  - Chapitre 04 Sols souples
- Lot n°08 Mobilier
- Lot n°09 Plomberie – Chauffage - Ventilation
- Lot n°10 Electricité CFO/CFA
- Lot n°11 Ascenseur
- Lot n°12 Menuiseries intérieures

**1.00.1.3      ETENDUE DES TRAVAUX**

Les travaux à réaliser définis pour les Corps d'Etat, s'entendent par une réalisation complète entièrement achevés, de tous les ouvrages décrits aux CCTP. Ils complètent et précisent les plans de l'Architecte.

Sont compris implicitement ou non dans les travaux :



- Les témoins sans limitation, pour la validation des prestations et des détails techniques.
- Les relevés des existants pour assurer les études et la pose.
- Les PAC (Plans d'Atelier et de chantier) et de détails des ouvrages à réaliser.
- Les notes de calculs, essais, permettant de justifier les ouvrages.
- Toutes prestations de contrôles par un organisme extérieur indépendant, permettant d'assurer les contrôles et vérifications nécessaires.
- Les implantations et calepinages.
- Le personnel nécessaire à la réalisation des ouvrages dans les délais du planning et les contraintes de phasage.
- Les aménagements pour les installations des corps d'état.
- Les amenées / replis de matériels et matériaux.
- Tous les moyens matériels de toutes natures pour assurer les livraisons/retraits et accès aux ouvrages.
- Toutes les fournitures nécessaires à la réalisation des ouvrages.
- L'ensemble des types de revêtements et leur calepinage, suivant les pièces graphiques de l'Architecte.
- Toutes les sujétions de liaisons entre les différents matériaux.
- Toutes les sujétions de finitions pour parfaire l'esthétique et l'étanchéité EAV des ouvrages.
- Toutes les sujétions de rebouchage, d'obturation, de calfeutrement, d'étanchéité, des passages d'air parasites et traversées, suivant le degré feu de la paroi franchie, pour assurer l'imperméabilité des bâtiments.
- Les réservations utiles pour le passage ou l'intégration d'ouvrages, pour tous les corps d'état.
- Les travaux de nettoyage des ouvrages réalisés ou existant, au droit des zones de circulation et d'intervention, des voiries et espaces extérieurs.
- L'évacuation et le traitement des gravats résultant des travaux de l'Entrepreneur vers des centres de valorisation et de traitement si la filière n'existe pas.
- Les protections de toutes natures au droit des ouvrages créés ou existants, pour les besoins des travaux et pour la réception.
- Les protections des espaces verts, et des espaces publics, notamment pour la livraison ou le retrait des matériaux.
- Les contraintes de phasages en intervention et en pose.
- Les chantiers tests pour les prestations à réaliser en SS3.
- La remise en état des lieux.

## **1.10** **BASE DE L'ETUDE**

### **1.10.1** **TRAVAUX COMPRIS DANS L'OFFRE**

Les travaux à réaliser sont définis dans le paragraphe 1.00.1.3 ci-dessus.

L'étendue de la réalisation des travaux décrits comprend implicitement toutes les fournitures nécessaires à leur réalisation.

La main-d'œuvre nécessaire à la mise en œuvre, les moyens de levage et de stockage, les protections des ouvrages existants, ainsi que toutes les sujétions afférentes au parfait achèvement des travaux est à prévoir par le ou les entrepreneurs (installation de chantier, repliement, remise en état des abords des bâtiments dégradés par les travaux, etc.).

## **1.10.2** **QUALIFICATIONS**

Les entreprises devant réaliser les travaux ou leur sous-traitant, seront à minima titulaires d'une qualification :

- Qualification 1411 pour les travaux d'échafaudages.
- Qualification 1552 pour les travaux de retrait d'amiante.
- Qualification 3211 ou 3212 pour les travaux d'étanchéité.
- Qualification 3512 ou 3241 et 3521 pour les travaux de menuiseries extérieures.
- Qualification 3813 pour les travaux de bardages.
- Qualification 4411 pour les travaux de serrurerie/Métallerie.
- Qualification 5111 pour les travaux de plomberie.
- Qualification 5261 pour les travaux de chauffage.
- Qualification 5311 pour les travaux de ventilation.
- Qualification 6111 et suivantes pour les travaux de peinture intérieures/extérieures.
- Qualification 6223 pour les revêtements résilients (pvc, caoutchouc, linoléum) (Technicité supérieure).
- Qualification 6311 carrelages et revêtement (technicité courante).
- Qualification 6343 les carrelages, travaux d'étanchéité.
- Qualification 7131 ou 7132 pour les travaux d'isolation thermique par l'extérieur avec mention RGE
- Qualifelec LCPT (mention CMO -SEH -PSEH) pour les travaux d'électricité.

Ainsi que les éléments demandés dans les chapitres des lots correspondants.

### **1.10.2.1** **PRESCRIPTION TECHNIQUES RÉGLEMENTAIRES**

Les prescriptions réglementaires des normes et de la réglementation française, s'appliquent dans leur totalité pour la réalisation des ouvrages décrits au projet.

Le présent C.C.T.P. ne reprend pas dans le détail l'ensemble des textes. Il est sous-entendu que tous les ouvrages seront réalisés conformément aux prescriptions des documents définis ci-après ainsi qu'aux prescriptions réglementaires des textes officiels, lois, décrets et arrêtés s'appliquant aux travaux sur le territoire français.

Les principaux textes sont :

- Le Code de l'Urbanisme, le Code de la Construction et de l'Habitation.
- Le Code du Travail.
- Le Code de la santé Publique.
- Le Code de l'environnement.
- Le Règlement Sanitaire du département (RSD 21).
- L'ensemble des NF DTU publiés à la date du jour de la signature du marché.
- Les avis et prescriptions techniques du C.S.T.B (A.T, CPT,...).
- L'ensemble des normes françaises définies par l'AFNOR.
- La réglementation locale avec les arrêtés préfectoraux et municipaux.
- Le Cahier des Charges Techniques Générales (C.C.T.G.).



- Le Décret 2012-639 du 04 Mai 2012 modifié relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- La DGT du 05 Décembre 2017 concernant la cadre d'intervention en SS4.
- Les normes et documents relatifs à l'amiante.
- La circulaire du 13 décembre 1982 relative à la sécurité des personnes en cas de travaux de réhabilitation ou d'amélioration des bâtiments d'habitation existants.
- Les règles de sécurité contre les risques de panique et d'incendie pour les bâtiments d'habitation suivant l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié.
- Le guide de préconisations ETICS-PSE d'Avril 2016.
- L'Instruction Technique n° 249 du 24 Mai 2010 révisée 2016.
- Le Décret n° 2006-555 du 17 Mai 2006 relatif à l'accessibilité.
- La loi n° 205-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances et son arrêté du 17 mai 2006 concernant les caractéristiques relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées.
- La réglementation applicable dans le traitement, le transport, le recyclage et la valorisation des déchets de curage, dépose et de démolition.
- La réglementation acoustique.

Il convient de prendre en compte les avenants, additifs ou modificatifs, décrets d'application, ou nouveaux textes, parus à la date de la signature du marché.

### **1.10.3** **PERFORMANCES ENERGETIQUES**

L'objectif du projet est notamment de réaliser l'amélioration énergétique des bâtiments.

Le projet vise les objectifs énergétiques suivants sans demander d'éco-conditionnalité :

- BBC RÉNOVATION
- Effilogis 2024

Une notice thermique, établie par le BET Scoping, est jointe au DCE. Les titulaires des différents lots du présent marché de travaux sont priés de s'y reporter pour connaître les valeurs thermiques caractéristiques attendues pour les ouvrages.

Les performances des produits de la construction (matériaux et systèmes) doivent être justifiées. Les produits disposant d'un marquage CE comprenant la caractéristique thermique permet cette justification. Dans le cas contraire, les caractéristiques des produits sont justifiées par références aux normes françaises, avis technique, etc.

### **1.10.4** **PERMEABILITE A L'AIR**

La perméabilité à l'air conditionne dans une large mesure les performances environnementales d'un bâtiment en agissant à la fois sur ses performances énergétiques, la qualité du confort obtenue (thermique, acoustique et qualité d'air intérieur) et la conservation du bâtiment. La mesure de cette perméabilité répondra à la norme EN ISO 9972 et FD P50-784.

#### **Objectif**

Une valeur limite est fixée : valeur par défaut, **1.2 m3/h.m²**, Suivant Etude thermique

#### **Prescriptions**

Chaque entreprise doit assurer la continuité de l'étanchéité et notamment au niveau des :

- liaisons menuiseries / gros-œuvre,
- liaisons menuiseries / façade ossature bois (FOB),
- liaisons menuiseries / doublages,
- liaisons coffre de stores / gros-œuvre / doublages,
- liaisons coffre de stores / FOB / doublages,
- étanchéité des menuiseries,

- traversée technique (canalisations, gaines de ventilation, câbles électriques, etc.) des parois (terrasses, murs, sols, etc.) :
  - o entre les locaux chauffés et l'extérieur,
  - o entre les locaux chauffés et les locaux non chauffés,
  - o entre les locaux chauffés et les gaines techniques,
  - o entre locaux chauffés (pour l'équilibre des débits de ventilation),
- étanchéité des trappes de visite vers les zones techniques (gaines techniques, etc.).

L'ensemble des éléments nécessaires pour assurer l'étanchéité des liaisons (scotch adaptés, compribandes...) devront être prévus par les entreprises.

### Contrôle

Dans le cadre du projet, des inspections visuelles de la nature et de la mise en œuvre des matériaux et composants au niveau des liaisons sensibles seront réalisées tout au long du chantier.

Un test d'étanchéité à l'air sera réalisé et à la charge de la MOA compris les tests provisoires. Les valeurs seront mesurées selon la norme NF EN 13829 « Performance thermique des bâtiments - Détermination de la perméabilité à l'air des bâtiments. Méthode de pressurisation par ventilateur de février 2001 ou blower door ».

L'entreprise doit prévoir dans leur offre tous les produits, matériaux et dispositions de mise en œuvre nécessaires pour atteindre ce résultat.

## **1.10.5** **PERFORMANCES ACOUSTIQUES**

L'objectif du projet est notamment de réaliser l'amélioration acoustique des bâtiments.

Une notice acoustique, établie par le BET AMPLITUDE CONSEILS, est jointe au DCE. Les titulaires des différents lots du présent marché de travaux sont priés de s'y reporter pour connaître les améliorations attendues pour les ouvrages.

## **1.10.6** **DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU PROJET**

Sont applicables les prescriptions relatives à la sécurité contre l'incendie dans les logements de la 3ème famille A.

- Altitude : 245m.
- Catégorie de terrain : II.
- Zone de neige suivant NF EN 1991-1-3 : A1.
- Zone sismique : 1.
- Classement AEV des façades : le classement A.E.V. minimum exigé sera A\*2 - E\*4 - V\*A2 suivant la norme NF FD P 20.201, sauf spécification dans le CCTP correspondant.
- Prise en compte des notices techniques du projet (notamment étude thermique).
- Prise en compte des rapports de repérage de l'amiante et de plomb.

## **1.10.7** **REMARQUES IMPORTANTES CONCERNANT LA REGLEMENTATION**

L'attention des Entrepreneurs est attirée sur le fait qu'ils devront prévoir dans leur offre, toutes les prestations nécessaires à la réalisation complète des travaux conformément aux normes en vigueur au moment de la consultation.

Il ne pourra être alloué à l'entreprise, aucun supplément pour réaliser les travaux conformément aux normes en vigueur même si le descriptif est imprécis sauf, si l'offre de l'Entrepreneur indique clairement sous forme de mémoire technique ou d'option libre, les travaux qui ne sont pas compris dans son prix global et forfaitaire et indispensables à la bonne exécution.

L'Entrepreneur devra signaler par courrier à la Maîtrise d'Ouvrage et aux Maîtres d'Œuvre, tout changement de la réglementation après la remise des offres et cela jusqu'à la réception des ouvrages. Le manquement à cette obligation imposera pour l'entreprise, la réalisation des travaux conformément aux nouvelles normes sans supplément de prix.

S'agissant de nouveaux ouvrages sur des bâtiments existants, les prescriptions réglementaires s'appliquent dans leur totalité pour la réalisation des ouvrages décrits dans le projet.

### **1.10.8** **SECURITE ET HYGIENE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX**

Les Entrepreneurs devront respecter au sens le plus strict, toutes les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et des personnes, tant au sens de la prévoyance que de la sécurité effective lors de la réalisation.

Les dispositions générales sont définies dans le Code du Travail par la loi 93.1418 du 31 décembre 1993 modifié, dans le décret 94.1159 du 26 décembre 1994 et l'arrêté du 7 mars 1995, ainsi que l'article 28.3 du CCAG de Travaux, les demandes du CCAP.

Les dispositions particulières à respecter par l'Entrepreneur sont définies dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé établi par le coordonnateur de sécurité désigné pour l'opération et qui est joint au dossier de consultation.

Lors de la mise au point des détails d'intervention et d'exécution, chaque Entrepreneur devra avoir le souci de tenir compte de la sécurité pendant et après exécution.

En fin de travaux, chaque Entrepreneur devra remettre au coordonnateur de sécurité un dossier définissant les modalités de maintenances ou de grosses réparations avec mention des dispositifs de sécurité à prévoir.

L'attention des Entrepreneurs est également attirée sur le site de réalisation des travaux. Toutes les dispositions particulières qui en découlent devront être prises pour assurer la sécurité des locataires résidents dans les logements de fonction et l'interdiction permanente de l'accès aux zones de chantier.

### **1.10.9** **TRAVAUX EN PRESENCE D'AMIANTE ET DE PLOMB**

Les Entrepreneurs devront obligatoirement avoir pris connaissance des rapports amiante et plomb communiqués lors de l'Appel d'offre.

Dans le cas où l'Entrepreneur le jugerait utile pour la réalisation de ces travaux, celui-ci devra lors de la remise de son offre faire les demandes de diagnostics complémentaires propres à réaliser les travaux suivant la méthodologie qu'il aura envisagé.

Pour l'ensemble des interventions éventuelles sur l'amiante, les Entrepreneurs devront privilégier les travaux en sous-section 4 ou sous-section 3 selon nature des travaux.

Les Entrepreneurs devront prendre toutes les protections vis-à-vis des travailleurs et des résidus de fibres dans l'air ambiant. Les travaux d'intervention sur l'Amiante devront être adaptés suivant le phasage, dont les contraintes et les protections provisoires de chaque zone d'intervention, seront dues.

Les travaux de démolition sur MCA (Matériaux Contenant de l'Amiante) seront à réaliser avant l'intervention des autres corps d'état, suivant le déroulé logique des opérations.

L'attention des Entrepreneurs sur le chantier sera tout particulièrement attirée sur l'obligation de respecter, au sens le plus strict, toutes les dispositions relatives à l'hygiène et à la protection des personnes et des travailleurs, tant au sens de la prévoyance que de la sécurité effective lors de la réalisation.

Les dispositions générales sont définies dans le Code du Travail par la loi 91-1414 en date du 31 décembre 1991, n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et dans le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret n° 95-608 en date du 6 mai 1995.

Les dispositions particulières seront définies dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé établi par le coordonnateur de sécurité désigné pour l'opération.

Lors des études et de la mise au point des détails d'exécution, chaque Entrepreneur intervenant devra avoir le souci de tenir compte de la sécurité pendant et après exécution.

En fin de travaux, chaque Entrepreneur devra remettre au coordonnateur de sécurité un dossier définissant les modalités de maintenances ou de grosses réparations avec mention des dispositifs de sécurité à prévoir.

Note sur la présence d'amiante :

Les entreprises intervenant sur l'amiante devront réaliser les travaux sous le cadre juridique du décret 2012-639 du 04 mai 2012 modifié, relatif aux risques d'exposition à l'amiante et la DGT du 05 décembre 2017.

Les entreprises devront dans le cadre de leur évaluation des risques et dans le cadre de la protection de l'environnement du chantier déterminer si les travaux seront réalisés dans le cadre de la sous-section 3 ou dans le cadre de la sous-section 4.

Les entreprises auront à leur charge l'ensemble des processus liés à l'intervention sur des matériaux amiantés, compris chantier test complet pour la définition des mesures attendues d'empoussièrtements.

Les entreprises gardent la responsabilité de réaliser tout autre diagnostic à leur responsabilité et à leur charge pour garantir la sécurité et la santé de ses travailleurs.

Dans le cas de travaux réalisés dans le cadre de la sous-section 3 elle devra au minimum les éléments suivants :  
Avant démarrage des travaux, les entreprises devront présenter un Plan de Démolition, de Retrait, d'Encapsulage (PDRE), qui sera diffusé aux organismes suivants : Inspection du Travail, CRAMIF, O.P.P.B.T.P. et Médecine du Travail, ceci un mois avant la date des travaux.

Le PDRE précisera notamment :

- La localisation de la zone à traiter.
- Les quantités d'amiante manipulées.
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier.
- La date de commencement et la durée probable des travaux.
- Le nombre des travailleurs impliqués.
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre.
- Le programme des mesures d'empoussièrtement mis en œuvre.
- Les modalités des contrôles d'empoussièrtement.
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes sur le lieu ou à proximité des travaux.
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets.
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements.
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets.
- Les durées et temps de travail déterminés.
- Les dossiers techniques de repérage.
- Les notices de postes.
- Un bilan aérodynamique prévisionnel pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise du flux d'air.
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affecté au chantier, avec les dates des AC, les dates des visites médicales, les noms des SST.
- Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait (plus grand risque).
- Le nom du laboratoire avec ses certifications.
- La certification de l'entreprise

Ce PDRE fera figurer de manière détaillée toutes les dispositions : sas, appareils de décontamination, déprimogène, protection individuelle et collective des intervenants, etc.

L'entreprise devra obligatoirement s'être rendue sur les lieux afin de prendre en compte toutes les incidences pour la réalisation des travaux.

Les entreprises devront en amont de la consultation des entreprises et en amont de la rédaction du PDRE se rapprocher du laboratoire d'analyse certifié COFRAC qu'elle aura choisi, pour obtenir la stratégie d'échantillonnage de l'ensemble des prélèvements à effectuer lors de la réalisation des travaux.

La stratégie d'échantillonnage devra répondre à la réglementation NF EN ISO 16000-7 de septembre 2007 et son guide d'application GA X 46-33 d'août 2012 relatif à la stratégie d'échantillonnage.

Les entreprises seront responsables de l'aboutissement positif du PDRE. Aucun supplément financier ne sera alloué aux entreprises suivant les demandes de modification d'un ou des éléments constituant le PDRE par les organismes de prévention et de santé (Inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBTP, le médecin du travail, du CHSCT ou, à défaut, des délégués du personnel), de la maîtrise d'œuvre ou de la maîtrise d'ouvrage.

NOTA : Les entreprises devront prévoir la dépollution des produits et matériaux situés dans la zone des travaux de désamiantage et prévoir au maximum la dépollution des ouvrages déposés pour permettre une valorisation des matériaux.

Dans le cas de travaux réalisés dans le cadre de la sous-section 4 elle devra au minimum les éléments suivants :

Les travaux objets de la sous-section 4 (Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibre amiante), seront conforme au Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 modifié relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Chaque ouvrier sera accrédité de l'attestation de compétence prévu à l'article R4412-116 qui sera délivré par un organisme certifié, ainsi que l'encadrement chantier.

Les certificats de formation des opérateurs et de l'encadrement seront transmis, ils seront à jour, les recyclages seront réalisés avant exécutions des travaux.

Les entreprises devront établir avant l'exécution des travaux un mode opératoire précisant :

- La nature de l'intervention.
- Les matériaux concernés.
- La fréquence et les modalités de contrôle de niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle.
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre.
- Les notices de poste.
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention.
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements.
- Les procédures de gestion des déchets.
- Les durées et temps de travail déterminés.

Le mode opératoire sera transmis à tous les intervenants et aux organismes de sécurité (CRAMIF, INSPECTION DU TRAVAIL), au moins 1 mois avant le démarrage de toute tâche, 2 semaines en cas d'urgence. Toute reprise du ou des modes opératoires, vis-à-vis d'une ou plusieurs observations réalisées par la maîtrise d'œuvre et/ou par les organismes de sécurité, sera intégralement pris en charge administrativement et financièrement par les entreprises titulaires du présent marché.

Dans le cas où les entreprises titulaires du présent chantier ne pourront justifier de ces modes opératoires par des chantiers test antérieurs, elles devront prendre en charge l'organisation et la prise en charge financière de chantiers test, ces chantiers test seront réalisés dans des délais impartis, afin de ne pas provoquer de défaillance dans l'organisation du chantier.

#### Dispositions communes à la sous-section 3 et à la sous-section 4 :

Toutes les démarches administratives, toutes les déclarations auprès des autorités compétentes tant pour la dépose que pour l'entrepose ou stockage des déchets, ainsi que l'établissement du plan de retrait et tous les documents nécessaires, sont à la charge des entreprises.

Dans le cadre de l'offre financière des entreprises, il sera inclus à cette dernière :

- Une phase d'évaluation du niveau d'empoussièrement effectuée sur le premier chantier qu'elle réalise pour ce type de travaux. Ce premier chantier est appelé : « Chantier test ».
- Une phase de validation de cette évaluation, dans le cas où elle serait en cours de validation (Rappel : contrôle périodique à réaliser sur au moins trois chantiers par processus sur 12 mois).

Les matériaux seront démontés et stockés par élément au fur et à mesure dans des boîtes ou sacs adaptés et agréés.

- Il n'y aura jamais d'élément démonté qui restera stocké de façon désordonnée sur le chantier.
- La zone de stockage sera délimitée par une clôture avec un panneau indiquant sa nature : « Stockage d'éléments comportant des fibres d'amiante » - « Accès interdit, exclusivement réservé au personnel de l'entreprise concernée ».
- Le transport devra être effectué dans des bennes fermées et le transporteur devra respecter la réglementation en vigueur.
- Les entreprises émettront un bordereau de suivi des déchets industriels à chaque envoi.
- Elles devront la gestion de ses bordereaux avec remise d'un exemplaire au Maître d'Ouvrage et une copie au coordonnateur SPS.
- Elles devront, également, assurer l'envoi de tous les documents demandés par les organismes habilités, relatifs à ce transport de déchets.

### **1.10.9.1 DIAGNOSTICS AMIANTE**

L'entrepreneur devra impérativement avant intervention prendre connaissance des diagnostics amiante réalisés communiqués par le Maître d'Ouvrage, au moment de l'A.O, et demander à celui-ci tous les rapports complémentaires pour la bonne réalisation de ses travaux, et ce, dans le premier mois de l'Ordre de service.

Il est rappelé que les bâtiments seront entièrement désamiantés et curés (Lot 01) avant intervention des autres corps d'état.

L'ensemble des diagnostics amiante réalisés au moment du lancement de la consultation sont joints à l'appel d'offre. Les entreprises devront en prendre connaissance et intégrer à leurs offres de prix l'ensemble des dispositions permettant la réalisation de leurs travaux conformément aux normes et réglementations en vigueur en matière de sécurité.

Il est porté à la connaissance des entreprises le fait que toute demande de diagnostics complémentaires jugé nécessaire à la réalisation de leurs travaux et interventions devra être formulée dans le cadre de leur réponse à **l'appel d'offre**.

L'ensemble des diagnostics et prélèvements nécessaires à la réalisation des travaux sera diligenté et réalisé par la maîtrise d'ouvrage.

### **1.10.9.2** **DIAGNOSTICS PLOMB**

L'ensemble des diagnostics plomb réalisés au moment du lancement de la consultation sont joints à l'appel d'offre. Les entreprises devront en prendre connaissance et intégrer à leurs offres de prix l'ensemble des dispositions permettant la réalisation de leurs travaux conformément aux normes et réglementations en vigueur en matière de sécurité.

Il est porté à la connaissance des entreprises le fait que toute demande de diagnostics complémentaires jugé nécessaire à la réalisation de leurs travaux et interventions devra être formulée dans le cadre de leur réponse à l'appel d'offre.

L'ensemble des diagnostics et prélèvements nécessaires à la réalisation des travaux sera diligenté et réalisé par la maîtrise d'ouvrage.

### **1.10.10** **REGLEMENTATION DE SECURITE INCENDIE**

Les bâtiments correspondent à des bâtiments de différents types :

- Foyer Bourgogne : ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie
- Rotonde : ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie
- Bourgogne : Logement de 2<sup>ème</sup> famille
- Beaune : Logement de de troisième famille B

Les offres des entreprises devront tenir compte des différentes catégories de bâtiment et inclure toutes les sujétions qui y sont liées.

### **1.10.11** **PRINCIPE DE CHANTIER – PLANNING - PHASAGE**

Les travaux de réhabilitation se dérouleront en site non occupé pour tous les bâtiments hormis les deux logements de fonctions qui seront toujours utilisés.

**Détail du planning - phasage** : Voir planning prévisionnel des travaux en annexe.

Délai global de l'opération : voir planning prévisionnel.

## **1.20** **ETUDES ET OFFRE DE L'ENTREPRISE**

### **1.20.1** **RECONNAISSANCE DU SITE – PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER**

L'Entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet et en particulier des documents et des sujétions ayant une incidence sur la nature et l'exécution des ouvrages à réaliser. Bien que classés par corps d'état, les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et décomposition du prix global et forfaitaire forment un ensemble cohérent.

Avant remise de son offre, l'Entrepreneur s'assurera de bien avoir compris les contraintes et demandes du projet et de s'être préalablement informé auprès des personnes compétentes (M.OE) de sa bonne interprétation.

L'Entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables et les contraintes en découlant, pour assurer le complet et parfait achèvement des ouvrages qui sont à sa charge, même s'il n'en est pas spécifiquement fait état dans les pièces écrites.

En conséquence, il n'est jamais alloué de suppléments quelconques pour sujétions inhérentes à la prise de possession du chantier et à l'état existant qui, bien que non précisées ou imparfaitement précisées aux documents contractuels, s'avèreraient nécessaires.

Lors de l'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises et les protections nécessaires réalisées pour qu'au jour fixé pour la réception, les abords et les ouvrages existants et/ou créés soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravats, détrit, matériaux, etc. et parfaitement remis en état.

Les entreprises des lots 01, 02, 03, 09 et 10 devront **obligatoirement procéder à une visite** du site en amont de la remise de leur offre afin de prendre connaissance des contraintes du site, des accès, des possibilités d'approvisionnement et de stockage, ...

Pour les lots 04, 05 et 06, la visite est conseillée. Il est précisé qu'une méconnaissance du site ne pourra pas être recevable en phase chantier.

Les entreprises devront également prendre connaissance, au cours de leur visite, des bâtiments existants dont notamment les parties communes, certains logements, les vides-sanitaires, les locaux techniques, les extérieurs et toitures, ... afin de tenir compte des particularités de l'existant dans leur offre. L'entreprise procédera au besoin aux relevés de l'existant nécessaire à la connaissance des bâtiments et réseaux et à l'établissement de son offre

### **1.20.2** **INTERPRETATION DES DOCUMENTS DE L'ETUDE**

Les documents écrits et graphiques établis par le Maître d'Œuvre ont pour but de renseigner les entreprises sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter. Ils sont réalisés au stade projet.

S'agissant d'existant, l'attention de chaque entreprise est attirée sur les côtes indiquées sur les plans. Ces cotes sont indicatives, il appartient à l'entrepreneur de les vérifier à tous les stades de son intervention. Il est à signaler que les ouvrages ne sont pas forcément identiques et que leurs dimensions, épaisseurs et consistances ne sont pas répétitives.

Il en est de même pour les équipements techniques, présences et tracés des réseaux, nature et diamètres des réseaux, matériaux des réseaux, câblages, ... indiqués sur les plans. Ces éléments sont donnés à titre indicatif, les entreprises auront à leur charge de réaliser les investigations, repérages, relevés, essais, ... nécessaires à la réalisation de leurs études d'exécution et de leurs travaux.

Ces travaux de relevés et repérages seront à la charge de l'entreprise et ne pourront faire l'objet de demande de prestations complémentaires par les entreprises.

Avant tout établissement des plans et détails de fabrication, d'atelier et de chantier établis par ses soins, l'entrepreneur s'assurera de l'exactitude des cotes des plans et coupes établis par la Maîtrise d'Œuvre, de la bonne conformité des documents entre eux et fera part de ses éventuelles observations au Maître d'Œuvre.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que chaque entrepreneur doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserves, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Au stade de l'étude de prix, certains plans techniques ayant été établis à partir des fonds de plans architectes au stade intermédiaire sont parfois moins renseignés ou définis que les plans définitifs de l'appel d'offres, l'entrepreneur aura à consulter systématiquement à la fois les plans techniques pour leurs principes et spécifications et les plans architectes qui seuls définissent les dispositions dites architecturales : volumes des locaux, implantations des divers ouvrages non mentionnés sur les plans techniques.

Du fait de la remise de son offre, chaque entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier.



Pour un tel lot, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites dudit lot ou celles d'un autre lot. Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur spécialiste pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrages décrits.

En conséquence et d'une façon générale, chaque entrepreneur doit tous les travaux, fournitures et prestations même non désignés, nécessaires à une exécution normale et parfaite, au sens habituel du terme et des règles de l'art, chaque entrepreneur étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres lots sur ses propres travaux.

Par ailleurs, toutes les démarches administratives ou d'agrément techniques de documents auprès des services publics ou concessionnaires sont à la charge de l'entrepreneur.

### **1.20.3** **SUJETIONS DIVERSES COMPRISES DANS LES PRIX**

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes les sujétions et prescriptions telles qu'elles résultent des différents documents contractuels, lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application régissant la construction, de la situation des locaux, des exigences du calendrier d'exécution, du respect des règles de sécurité édictées par le Ministère du Travail ou autre organisme de prévention, d'accidents du travail, de l'observation des avis formulés par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle, le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé. Aucun supplément n'est admis pour respect et mise en conformité aux documents, règles et avis précités parus à la date de signature du marché. En conséquence, l'adoption d'un prix unitaire, pour le règlement des travaux supplémentaires comprend ces sujétions et ne peut être affectée d'autre plus-value quelle qu'en soit la quantité ou la situation de l'ouvrage pour lequel elle est appliquée.

### **1.20.4** **ETABLISSEMENT DES QUANTITES, DES DETAILS ESTIMATIFS**

Les prix du marché sont des prix forfaitaires. Ils sont établis par l'Entrepreneur, sous sa responsabilité. Ils tiennent compte des fournitures, de la main-d'œuvre et de toutes les sujétions énumérées dans les généralités et articles correspondant du C.C.T.P., et des différentes charges imposées par les différents documents contractuels.

L'Entrepreneur reconnaît avoir été informé que le C.C.T.P., par raison de simplification, n'a pas un caractère limitatif, et avoir compris dans sa soumission, tous les travaux de sa profession indispensables à l'achèvement complet, suivant les règles de l'art, D.T.U., normes et prescriptions des fabricants, de l'ensemble des installations et ouvrages à réaliser.

En conséquence, il ne pourra jamais arguer que des erreurs, des omissions au C.C.T.P. ou aux plans, puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux ou fassent l'objet de supplément sur son prix.

Ainsi, de par l'acceptation du présent marché, il déclare avoir fait à l'avance tous devis et vérifications quelconques utiles pour se rendre compte de l'importance et de la valeur générale des travaux et fournitures à assurer. Il ne sera donc admis de sa part aucune répétition pour quelque cause que ce soit, si ce n'est pour raison de changements imposés.

D'une part, l'entrepreneur reconnaît s'être rendu compte sur place (selon paragraphe 1.20.1) des difficultés de service d'approvisionnement, de toutes sujétions sur les conditions d'exécution et d'avoir fait à ce sujet toutes les prévisions utiles. Par ailleurs, il est précisé que les dispositions relatives aux installations de chantier, sont celles définies dans le C.C.A.G. et dans le présent C.C.T.P.

Le cadre de bordereau et la définition des ouvrages de la Maîtrise d'Œuvre doivent être impérativement contrôlés et modifiés ou complétés autant que nécessaire au stade de l'étude de prix par l'entrepreneur. Après la signature du marché, aucune réclamation ne sera admise.

Par ailleurs, il est précisé que les dispositions relatives aux installations de chantier et compte prorata sont celles définies dans le C.C.A.G., visées au C.C.T.P. et dans le présent chapitre pour certains points spécifiques. Ces dispositions seront conformes à la norme AFNOR NF P 03 001.

### **1.20.5** **OMISSIONS - CONTRADICTIONS**

Il est bien spécifié que l'Entrepreneur est réputé s'être rendu compte exactement des travaux à exécuter, de leur importance et de leur nature. Il est également réputé s'être rendu sur place (selon paragraphe 1.20.1) et avoir pris parfaite connaissance de la qualité des prestations à réaliser à partir des existants dans leur état au moment de la consultation, et d'en avoir tenu compte dans sa proposition.

En cas de contradiction entre les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et les pièces graphiques de l'Architecte, l'entrepreneur tiendra toujours compte du contexte le plus défavorable.

**1.20.6****PLANS D'EXECUTION ET DE FABRICATION, DETAILS DE MISE EN ŒUVRE, SCHEMA, ETC.**

Les plans et détails de fabrication, d'atelier et de chantier seront réalisés par chaque entrepreneur et remis en temps utile et pendant la période de préparation pour permettre la coordination avec les autres corps d'état.

Pendant la période de préparation du chantier, les entrepreneurs fourniront à la Maîtrise d'Œuvre tous les Plans d'Atelier et de Chantier, de fabrication et de détails avec les interactions schématiques tous corps d'état. Ces plans seront accompagnés des notes de calcul et valeurs d'essais correspondants.

Les entreprises sont tenues de produire les autres plans de fabrication et de détails, en temps utile et au moins 20 jours ouvrables avant tout commencement d'exécution ou mise en fabrication de l'ouvrage considéré et ce, afin d'assurer notamment une bonne coordination entre les corps d'état.

Les Plans d'Atelier et de Chantier, de fabrication et de détails des ouvrages établis par les Entrepreneurs doivent faire apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact et dans lesquels ils s'insèrent avec figuration tous les éléments se rattachant aux autres corps d'état, avec toutes les sujétions techniques en découlant, type de scellement, de fixation, dilatation, charges, niveau, organes de liaisons, de fixation, compléments d'isolation, d'étanchéité, de traitement, de tolérance, d'exécution des ouvrages contigus, etc..., prévus ou nécessaires. Les plans seront cotés et comporteront tous les détails et renseignements utiles permettant l'identification, la nature et la qualité des matériaux et accessoires mis en œuvre.

Les Entrepreneurs demeurent responsables de toutes les erreurs qu'ils auraient pu commettre dans la préparation des plans de fabrication et dessins de détails, ainsi que des erreurs qui peuvent être commises ultérieurement dans l'exécution, y compris celles découlant d'un manque de coordination technique.

Les Plans d'Atelier et de Chantier, de fabrication et de détails établis par l'Entrepreneur sont fournis à titre gracieux, en nombres d'exemplaires précisés à l'ouverture du chantier, à la Maîtrise d'Œuvre et au coordonnateur SPS. Les documents validés par la Maîtrise d'œuvre sont diffusés au Bureau de Contrôle.

Néanmoins et dans la recherche des économies des ressources, il conviendra de limiter les documents papier au strict minimum.

Il est rappelé que les dimensions et sections indiquées sur les documents établis par le Maître d'Œuvre sont à considérer comme des minimas. Durant le délai d'étude, l'Entrepreneur est chargé de les contrôler, de les majorer le cas échéant, après accord de la Maîtrise d'Œuvre, et d'en tenir compte dans l'établissement de son offre.

L'entrepreneur reste responsable des cotations.

Il doit avertir la Maîtrise d'Œuvre de toutes les erreurs et défauts constatés qui ne seraient pas dans les tolérances et qui entraîneraient une gêne pour la bonne mise en œuvre de ses prestations ou une mauvaise coordination d'exécution.

Le contrôle des dimensions sur le site s'effectuera au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution.

**1.20.7****DEMANDES CONCESSIONNAIRES**

L'Entrepreneur du lot 02 devra prévoir un délai suffisant pour les demandes diverses adressées aux services concessionnaires tels que ENEDIS, CORIANCE, SUEZ, PTT, et autres fournisseurs, nécessaires à leurs travaux. Ces demandes concernent les DICT, les installations et raccordements provisoires de chantier, les demandes de confirmation sur la faisabilité des travaux sur les réseaux, les démarches et réceptions des installations définitives projetées.

**1.20.8****REALISATION DE LA SYNTHESE**

Les entreprises titulaires du lot 2 et lots 7 – 9 - 10 réaliseront la synthèse de l'ensemble des lots ou ouvrages réalisés. Le titulaire du lot 2 désignera une personne responsable de cette synthèse.

Les entreprises titulaires des lots et lots fourniront leurs besoins vis-à-vis de l'autre macro lot ou lot. Les entreprises seront responsables de la prise en comptes des demandes des autres lots qui leur seront parvenus pour intégration dans leurs études et prestations.

Les entreprises s'engagent à participer, autant que de besoin, et sur simple convocation de l'OPC ou de la Maîtrise d'œuvre, à toutes les réunions d'études inter-entreprises qui pourraient être organisées dans le cadre de la réalisation des plans d'exécution et de la mise au point du projet.

Les études d'atelier de chantier sont à la charge des entreprises ainsi que l'établissement des notes de calculs correspondantes.

Les entreprises donneront tous les éléments nécessaires en particulier les plans de réservation en temps voulu pour la réalisation des plans d'exécution.

Il s'engage à respecter la chartre graphique et le mode de diffusion de tous les documents (plans, note etc).

**1.20.9****MARQUES – ECHANTILLONS – PROTOTYPES – TEMOINS**

Pendant la période de préparation, des ouvrages témoins seront à réaliser par l'Entrepreneur, sur les ouvrages nécessitant une mise en œuvre particulière ou pour permettre de définir l'aspect et la finition recherchée par l'Architecte.

Il est précisé que ces éléments ont pour but de mettre au point également les techniques et détails d'exécution des travaux.

Après acceptation et correction s'il y a lieu, ils serviront de référence qualitative pour la réalisation de l'ensemble du programme et, comme ouvrages témoins pour les différents intervenants.

**1.20.9.1****ECHANTILLONS**

Toutes les marques de produits citées dans le présent C.C.T.P. le sont pour déterminer la qualité, l'esthétique recherchée, la résistance et l'usage des produits et matériels avec les garanties en découlant.

L'Entrepreneur ne pourra proposer des produits similaires qu'à la condition de respecter tous les critères de similitude du produit et ne pourra mettre en cause la décision de la Maîtrise d'Œuvre pour prétendre à des suppléments de délais ou de prix pour mettre en place les produits désignés au C.C.T.P.

Une réunion générale de présentation des échantillons sera organisée. En aucun cas, les Entrepreneurs ne mettront en œuvre des produits n'ayant pas préalablement eu l'accord conjoint de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

Lors de la présentation générale des échantillons, les entreprises remettront les documents suivants :

- L'échantillon proprement dit.
- La fiche technique s'y rapportant avec toutes les caractéristiques descriptives et les divers essais, certificats ou avis.

Dans le cas où l'Entrepreneur proposerait un produit similaire à celui préconisé dans le C.C.T.P., l'échantillon présenté sera toujours accompagné du produit défini au C.C.T.P. de façon à pouvoir établir une comparaison sur le plan qualité ; seuls les produits similaires ou supérieurs en qualité et techniquement seront acceptés.

Après que le choix des matériaux et matériels sera retenu par la Maîtrise d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, l'Entrepreneur remettra au Maître d'Œuvre, sous forme de dossier, l'ensemble des fiches techniques des produits acceptés.

Pendant toute la durée du chantier, les échantillons seront conservés sur le chantier dans un placard fermé à clé, dont un exemplaire de clé sera à remettre à chaque membre de la M.O.E.

**1.20.9.2****PROTOTYPES**

Les matériaux de façade seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre sous la forme d'une trame de façade d'environ 5 à 6 m de longueur sur 3m de hauteur,

Cette présentation portera sur les enduits de façade, les menuiseries extérieures, le bardage, les finitions de façade, les garde-corps et les pièces de jonction entre les différents éléments.

Des palettes d'échantillons de coloris des différents matériaux seront proposées.

La présentation devra être programmée suffisamment à l'avance de façon à permettre d'éventuelles modifications, sans entraîner de retard dans le calendrier contractuel de travaux.

Il est demandé un prototype – témoin de façade composée de :

- Pour le bâtiment Beaune : Un panneau de remplissage bois comprenant la menuiserie les ouvrages de finition de façade y compris traitement du C+D et finitions intérieures.
- Pour le bâtiment Bourgogne : Un traitement de façade de 4m \* 4 m intégrant les zones d'ITE sous enduits avec leurs contraintes de pose et leurs teintes de finition, compris finition autour d'une menuiserie posée.

Aucune mise en fabrication de série ne pourra être lancée, sinon aux risques et périls de l'entrepreneur tant que l'acceptation du prototype correspondant ne lui aura été notifié par le maître d'œuvre.

Les échantillons et prototypes pourront être éprouvés et éventuellement détériorés par le maître d'œuvre sans que l'entrepreneur ne puisse élever aucune réclamation de ce fait, ni prétendre à remboursement.

Ceci, dans le délai de préparation du chantier. Ces témoins serviront de présentation, de contrôle et de validation des prestations par le M.O., et la M.OE.

### **1.20.9.3** **LOGEMENT TEMOIN**

Il sera réalisé l'équipement de deux chambres témoin de type PMR et non PMR et d'un linéaire de circulation (environ 10m). Ces ouvrages sont à réaliser selon les prescriptions suivantes et suffisamment en amont pour permettre une validation de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ainsi que les modifications demandées par ceux-ci. Ils devront avoir été achevés avant le début des travaux, toutes sujétions incluses.

Il s'agit de :

- Travaux de réhabilitation complète de deux chambres conformément aux prescriptions du dossier, avec le changement de la façade, des menuiseries, des équipements électriques, ventilation, plomberie, chauffage, menuiseries intérieures, plâtrerie, faïence, revêtements de sols et peintures.
- Travaux de réhabilitation de la circulation.

Il est précisé que ces éléments ont pour but de mettre au point les techniques et détails d'exécution des travaux. Après acceptation et correction s'il y a lieu, ils serviront de référence qualitative pour la réalisation de l'ensemble du programme et d'ouvrages témoins pour les locataires.

En fin d'opération et à la date fixée pour la réception des travaux, il sera procédé au remplacement ou réfection des ouvrages endommagés par le déroulement du chantier.

### **1.20.10** **PÉRIODE DE PREPARATION**

La période de préparation a une durée conforme au planning joint au DCE, elle débutera à partir de l'ordre de service, ordonnant la réalisation des travaux.

Cette période est prévue pour que les entreprises s'organisent en vue de l'exécution des travaux. Elle permettra aux entreprises :

- d'obtenir les accords et autorisations (M.O., Ville, Exploitants, Concessionnaires, ...).
- d'aménager les aires de stockage, clôtures et les voiries de chantier,
- de réaliser les installations de chantier (salles de réunions, sanitaires, douches, réfectoires, travaux préparatoires, etc.),
- réaliser les alimentations d'eau, d'électricité et de téléphone ainsi que les évacuations, signalisations de chantier, etc.,
- permettre aux entreprises de contrôler toutes les prestations et de réaliser les plans de fabrication et de détails et d'effectuer toutes les demandes nécessaires à la réalisation de leurs ouvrages :
- coordination avec les autres corps d'état,
- commande de matériaux et planning des délais de livraison.
- particularités de réalisation,
- percements, réservations, scellements, taquets, feuillures, etc.
- permettre aux entreprises de réaliser l'intégralité des relevés, essais, repérages au niveau des existants pour l'établissement de leurs études d'exécution
- permettre aux entreprises et notamment aux entreprises intervenants dans les logements de préparer leurs méthodologies d'intervention, la coordination de leurs travaux et prévoir les moyens nécessaires
- réaliser le plan de retrait et les modes opératoires.
- et autant que nécessaire de préparer les interventions à venir, en accord avec les marchés de travaux et le planning.
- La réalisation des carnets de détails.

### **1.20.11** **INTEMPERIES**

Suivant Article du C.C.A.P. et article L 5424-8 du Code du Travail :

« Sont considérées comme intempéries, les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard soit à la santé ou à la sécurité des salariés, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir ».

La Maîtrise d'œuvre se réserve le droit d'imposer la mise en intempéries, dès lors que les conditions climatiques ne permettent pas la mise en œuvre de matériaux spécifiques.

## **1.30** **CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX**

### **1.30.1** **OBLIGATIONS DES ENTREPRISES**

Tous les ouvrages différents de ceux prévus aux pièces du marché dont les plans, échantillons ou caractéristiques n'auront pas obtenu l'agrément du Maître d'Oeuvre et du Maître d'Ouvrage avant exécution, seront refusés lors de la réception.

Avant tout commencement de travaux, les entreprises devront avoir pris connaissance de l'ensemble des C.C.T.P. Les entreprises feront leurs affaires de toutes les relations nécessaires en temps utiles, avec les concessionnaires et autres organismes éventuellement concernés par les travaux (services de sécurité, laboratoires d'essais, ...). En complément de tous les ouvrages décrits aux différents C.C.T.P., les entreprises devront prévoir l'ensemble des prestations impliquées par les plans (ou implicitement nécessaires à la parfaite réalisation de leurs ouvrages), même si elles ne sont pas intégralement spécifiées dans les C.C.T.P.

### **1.30.2** **CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**

- Les prescriptions techniques et les indications qui suivent, concernant les ouvrages à réaliser n'ont pas un caractère limitatif.
- L'Entrepreneur devra de toute façon, exécuter dans les règles de l'Art, tous les travaux nécessaires et indispensables au complet achèvement des constructions projetées, telles qu'elles sont définies dans le CCTP et les plans du marché, dans le cadre de son engagement de prix
- L'Entrepreneur est réputé avoir tenu compte dans ses prix, de toutes sujétions, fourniture et prestations relatives à l'exécution de ses propres travaux
- L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas alléguer que des erreurs ou omissions dans les plans, les descriptifs, le dispense d'exécuter dans le cadre de son prix, l'ouvrage conformément à l'esprit du projet, aux réglementations en vigueur ou aux règles de l'Art,
- L'Entrepreneur déclare avoir reconnu les lieux sur lesquels les travaux sont à réaliser et avoir pris tous renseignements auprès des autorités et services intéressés, afin d'avoir une connaissance exacte de la présence éventuelle sur les terrains de canalisations diverses, câbles souterrains ou aériens, etc. ainsi que tous ouvrages visibles ou non, même s'ils ne sont pas explicitement désignés au CCTP, de sorte qu'aucun supplément de prix ne pourra être demandé à ce titre.
- L'Entrepreneur déclare connaître parfaitement l'étendue et la nature des contenus des autres lots ainsi que l'ensemble des contraintes que ceux-ci font peser sur ses propres prestations.

### **1.30.3** **PROTECTIONS DES OUVRAGES**

Pendant toute la durée du chantier, chaque entreprise protégera ses ouvrages par tout moyen à sa convenance. Les entreprises resteront responsables de leurs ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Elles doivent aussi la protection des éléments sur place et des biens des occupants

Les protections provisoires seront à enlever en fin de chantier, et un nettoyage général soigné effectué dans la semaine précédant la réception.

Un nettoyage soigné des locaux devra également être effectué avant la réception.

Chaque entrepreneur sera responsable de ses matériels ou matériaux, et devra se protéger efficacement contre le vol et toutes dégradations.

Dans ces conditions, et en cas de pertes, vols, avaries, etc., ils n'auront droit à aucune indemnité de la part du Maître d'Ouvrage.

### **1.30.4** **COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS**

Seront applicables à l'exécution du présent marché, les lois et autres décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au C.C.A.P ou, à défaut, celle découlant des clauses du C.C.A.G.

Les entreprises seront contractuellement tenues de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité collective et de protection de la santé sur le chantier. La sécurité individuelle restant à la charge de chaque corps-d'état.

Tous les frais en découlant sont contractuellement réputés compris dans le montant du marché.

**1.30.5****NUISANCES**

Le fonctionnement des moteurs et appareils devra être réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux riverains, en particulier des mesures devront être prises pour limiter le bruit produit par les moteurs, outils ou appareils employés sur le chantier, conformément à la législation existante.

De plus, l'entrepreneur devra communiquer au Maître d'Œuvre, les horaires pendant lesquels il envisage de faire fonctionner des engins bruyants, tels que compresseurs, marteaux hydrauliques, etc.

Ces horaires seront communiqués aux services de police qui en vérifieront le respect. En cas de troubles, les conséquences pénales seront supportées par le titulaire du lot.

En aucun cas, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre ne seront inquiétés en cas de non-respect de la législation relative à la sécurité et à la protection des travailleurs.

Le chantier (extérieurs compris), devra être tenu dans un état de propreté constant, après son passage, aucun matériau ou gravois ne devra subsister, notamment sur la voie publique, tous nettoyages et remise en état étant à la charge de l'entrepreneur en charge des installations de chantier.

**1.30.6****ORGANISATION GENERALE DES TRAVAUX**

Pour les travaux dans les deux logements de fonctions en site occupé. Les entreprises devront prévoir toutes les sujétions :

- De maintien des conditions réglementaires de sécurité et d'hygiène notamment contre les risques d'incendie,
- D'accessibilité aux parties privatives, compris franchissements, balisage lumineux et signalétique.
- De maintien de fourniture en énergie des logements de fonction (électricité, téléphonie et télévision, chauffage en période chauffe, eau chaude sanitaires, évacuations, ...).

Les travaux ne doivent pas apporter de coupures dans l'utilisation des équipements, de l'eau, des évacuations EU-EV, de l'électricité, du gaz, du téléphone, de la télévision, pendant toute la durée du chantier. L'entreprise est réputée avoir tenu compte de cette contrainte dans son offre et devra mettre en œuvre tous les moyens techniques et en personnel nécessaires au respect de cet impératif auquel il ne pourra être dérogé qu'en cas d'impossibilité technique absolue dûment constatée par le Maître d'Œuvre.

Les coupures d'équipements éventuellement nécessaires à l'exécution des travaux ne devront en aucun cas affecter les parties de l'immeuble.

Toutes les suspensions de services (eaux, gaz, électricité,) nécessaires à l'exécution des travaux devront être ponctuelles et précédées d'une large information préalable des usagers par l'entreprise chargée de ces travaux (affichage dans le hall et information dans les boîtes aux lettres) et, en tout état de cause, ne pas excéder un horaire compris entre 9h 00 et 17h00.

Chaque soir l'entreprise titulaire du marché devra restituer un point d'eau à chaque logement.

D'une manière générale, l'entreprise doit prévoir l'équipement, pour le personnel intervenant dans les bâtiments, du matériel nécessaire à la défense incendie pour toutes les interventions telles que soudures par exemple présentant un risque de déclenchement accidentel de sinistre.

**1.30.7****PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les installations de chantier seront communes et réalisées suivant les demandes du CCAP et le PGCSPS. Voir également les installations communes réalisées par le lot 02.

**1.30.7.1****INSTALLATION DE CHANTIER ET SPÉCIFICITÉS**

La base vie composée notamment du bureau de chantier et des locaux du personnel devra être installée sur le Parking à l'Ouest du bâtiment Beaune selon proposition sur le PIC. L'entreprise responsable de cette installation prévoira dans son offre une installation de chantier conforme, répondant aux exigences. Pour cela, elle prévoira l'installation de cantonnement type bungalow pour toute la durée du chantier avec les raccordements qui sont nécessaires.

L'installation de chantier comprend notamment :

- Le constat des lieux (lot 02).
- L'établissement du plan d'installation et d'organisation du chantier (lot 2).
- Les locaux du personnel : bungalows si nécessaire, sanitaires, douches, réfectoire (lot 2).
- Le bureau de chantier (lot 2).
- Le ou les panneaux de chantier (lot 2).

- Les raccordements divers et comptages pour les installations de chantier : eau potable, électricité, évacuations, et leur protection mécanique sur les espaces accessibles ou circulables (lot 2).
- La distribution électrique pour les besoins des travaux (tableaux mobiles) seront prévus au lot Electricité depuis les installations générales de chantier (lot 2).
- La distribution eau pour les besoins des travaux, compris comptage (compte prorata) depuis les installations générales de chantier (lot 2).
- Les aménagements divers pour les installations de chantier, les voies d'accès au chantier et leur entretien (lot 2).
- Les clôtures de chantier et leur signalétique, pour les aires de stockage communes (lot 2), les aires d'échafaudages (propre à chaque lot), les installations et accès de chantier (lot 2), conformément aux prescriptions du coordonnateur SPS et de la ville, autour et à l'intérieur des bâtiments selon les différents phasages des travaux et les besoins de protection. Les clôtures seront à prévoir en périphérie de la base-vie du personnel (lot 2), ainsi que les zones de stockages communes et des éventuels moyens de levage communs ou zones de bennes à déchets communes (lot 2). Elles sont à prévoir également en ceinture des zones de dépôt ou de stationnement, et en limite des zones de chantier et des zones publiques.
- Les clôtures de chantier propres aux travaux de chaque entreprises (hors clôtures listées ci-dessus) seront à la charge de chaque entreprise (par exemple pour les zones de stockages spécifique à une entreprise, les échafaudages et les travaux extérieurs spécifiques à une entreprise).
- Les bennes de tri (lot 2).
- Les bennes de gravats (lot 2).
- L'installation des lifts chantiers ou recette à matériaux, comprenant les fondations (Note de calcul à valider par le BCT), l'aménagement des plateformes de déchargements nécessaires aux étages. L'Entreprise devra le nombre de lift (3 selon la proposition de PIC) permettant de satisfaire le planning chantier. L'Entreprise titulaire du lot 2 gèrera la gestion, la maintenance et la location des appareils selon une condition de prêt.
- La signalisation provisoire et dévoiement de circulation, durant la durée du déroulement du chantier (lot 2).
- Les aménagements du bureau de chantier comprenant une imprimante, chaises, tables, bureau, chauffage, éclairage, armoire métallique condamnable, etc.... (lot 2).
- Les travaux de nettoyage et d'entretien des installations de chantiers, (compte prorata). L'entreprise du lot 2 aura la charge de passer les contrats de nettoyage et d'entretien des installations de chantiers.
- Les travaux de nettoyage au droit des interventions (propre à chaque lot).
- Les aménagements, sécurisation et entretien des zones de stockages communes (lot 2).
- Les aménagements, sécurisation et entretien des zones de stockages spécifiques (propre à chaque lot).
- Le démontage, repli et enlèvement des installations de chantier, dans le respect des phases de travaux (lot 2).
- La remise en état des lieux (propre à chaque lot, au lot 2 pour les installations communes).
- Toutes les protections, passages provisoires nécessaires vis-à-vis des locataires des logements de fonction, en conformité avec la réglementation PMR (lot 2 pour les accès bâtiment et propre à chaque lot pour les abords).
- La protection des arbres à proximité des chantiers selon préconisations de la ville de Dijon (lot 2).

Nota : Les clôtures seront de type mobile ajouré de la marque Heras ou équivalent et ne devront pas présenter de risques aux personnes (parties coupantes ou pointues, risques de coincement.).

Dans le cas de dégradations des voiries ou des espaces verts en préparation ou en phase chantier, un nettoyage ou des réparations éventuelles seront réalisés aux frais de l'Entrepreneur concerné.

#### Dépenses d'entretien :

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par le prix du lot ayant la charge de la mise en œuvre

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre pendant et après l'exécution de ses travaux
- Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation, du tri de ses propres déchets jusque dans les bennes qui sont gérés par le lot 2

#### Dépenses de consommation compte prorata :

Font l'objet d'une répartition au prorata du montant des travaux exécutés par chaque entreprise, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée les dépenses indiquées ci-après :

- Consommations et abonnements d'eau, d'électricité, téléphone
- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
- Les frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés quand l'auteur ne peut être découvert ou est insolvable
- Gestion des bennes de déchets
- Gestion des locations de lift chantier.

### **1.30.7.2 CONSTAT D'ÉTAT DES LIEUX**

Avant tout démarrage des travaux, l'Entrepreneur du lot 02 est tenu de faire intervenir à son initiative et à ses frais, un huissier ayant pour mission d'établir l'état des lieux des bâtiments existants, des propriétés avoisinantes, voiries et espaces



extérieurs publique et privé (sur l'ensemble du site et ses extérieurs, sur un périmètre couvrant l'ensemble des interventions de tous les lots).

Cette visite d'état des lieux sera organisée avec les Entrepreneurs des autres corps d'état concernés, la maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage ou son représentant, pour définir plus précisément les points sensibles à repérer.

Le constat portera notamment pour les extérieurs, sur :

- Les entrées et abords des bâtiments,
- Les aménagements existants à proximité des bâtiments et de leur voie de circulation.
- Les limites de propriété et notamment au droit des espaces privés et publiques.
- Les cheminements, parkings.
- Les bornes gaz, EDF, Eaux, Tampons d'assainissements proches, et autres ouvrages concessionnaires.
- Les arbres et végétaux situés à proximités des interventions.
- Sur l'état des installations publiques situées à proximité et en périphérie de la zone de travaux, rues, trottoirs, éclairages, état de surface des enrobés, etc...

Les photos prises seront de type numérique HD de bonne résolution et stockées sur disque ou clé USB, afin d'être consultables sur le site et à tout moment par les parties en cas de litige.

Dans ce sens, la quantité de photos sera conséquente et un complément pourra être demandé en cas d'insuffisance, par la MOE et sans suppléments.

Les entreprises titulaires des autres lots devront, en cas d'intervention sur les ouvrages extérieurs existants et conformément à leur CCTP, la réalisation d'un constat supplémentaire si cela est nécessaire et demandé par la maîtrise d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre.

### **1.30.7.3 PANNEAU DE CHANTIER ET DE DÉCLARATION DE TRAVAUX**

Le ou les panneaux de chantier de travaux devront respecter la législation en vigueur relative aux panneaux réglementaires. L'Entrepreneur du lot 02 en assurera la fourniture, la pose/dépose par tous moyens, matériels et matériaux, compris le maintien pendant toute la durée du chantier. Dimensions suivant directives et charte du Maître d'Ouvrage.

Le panneau comportera notamment :

- L'adresse et la consistance des travaux,
- La désignation des intervenants avec leurs logos :
  - le Maître d'Ouvrage,
  - les Maîtres d'Ouvre,
  - le Bureau de Contrôle,
  - le Coordonnateur SPS,
  - l'Assistant Maitrise d'Ouvrage
- La désignation de toutes les entreprises et sous-traitants, et leur logo,
- Les noms, adresses, téléphones et fax de tous les intervenants seront indiqués,
- Les teintes du panneau et les teintes et modèles de lettres seront réalisées suivant la charte graphique du Maître d'Ouvrage,
- Les logos des divers financeurs et intervenants extérieurs.

Les panneaux seront scellés au sol suivant implantation à définir pendant la période de préparation et devront présenter une tenue au vent et une résistance aux conditions extérieurs auquel ils sont soumis. Les massifs de pose et contreforts sont à justifier.

### **1.30.7.4 RÉSEAUX PROVISOIRES – DIVERS FLUIDES ET ÉNERGIES**

L'Entrepreneur de chaque lot fait son affaire des raccordements en fluides et énergies aux réseaux existants, pour ses besoins lors des travaux. Les raccordements pour les besoins des installations communes seront réalisés par le lot 02.

**AUCUN PIQUAGE NON AUTORISÉ PAR LE GESTIONNAIRE DU SITE, NE SERA TOLÉRÉ.**

Pour chaque branchement les demandes de raccordements devront être faites à ENEDIS, pas de sous comptage permis. Les installations seront déposées en fin de chantier et les réseaux remis en état.

Un relevé de point 0 est réalisé après pose et sur chaque sous-comptage, en présence d'un référent désigné par le Maître d'Ouvrage. Les relevés seront actés sur compte-rendu pour relevés contradictoires à la dépose.

Les réseaux accessibles ou situés au droit de zones circulables (piétonnes ou véhiculées), sont protégés mécaniquement par tous moyens, matériels et matériaux.

Les dispositions figurant au PGCSPPS seront rigoureusement respectées.

### **1.30.7.5 OCCUPATION DES LOCAUX ET PARTIES COMMUNES**

L'occupation éventuelle d'un local commun ou non et/ou des parties communes, est soumise à l'autorisation préalable du Maître d'Ouvrage.

**1.30.7.6**      **CIRCULATIONS**

Pendant toute la durée des travaux, l'Entrepreneur assure à ses frais, au droit des circulations provisoires ou non, en intérieur ou en extérieur, les conditions de cheminement et de circulation pour les personnes devant accéder aux logements de fonction, en tenant compte de la potentielle présence de personnes âgées et de personnes handicapés. Dans ce sens, les aménagements utiles sont conformes aux normes PMR, en matériaux de toutes natures, compris toutes sujétions. Les contraintes de protections aux intempéries sont également incluses.

**1.30.7.7**      **DEMANDES DE STATIONNEMENT**

L'Entrepreneur fait son affaire des demandes d'autorisations et frais nécessaires, pour les bennes, engins et autres, installés ou stationnés sur la voie publique et sur le site. Les contraintes imposées par les services de la Ville et le Maître d'Ouvrage, seront impérativement respectées.

L'Entrepreneur assure ses demandes en temps et en heures, pour permettre le respect du planning des travaux et délais imposés par le marché.

Les demandes d'arrêtés seront renouvelées autant de fois que nécessaire pour couvrir la totalité du chantier. Les arrêtés sont clairement affichés, protégés et maintenus pendant toute la durée des travaux.

**1.30.7.8**      **PROTECTION INCENDIE**

L'Entrepreneur doit concourir à la protection incendie du chantier jusqu'à la réception et s'assurer à cet effet.

Dans ce sens, les circulations d'accès aux façades et organes de secours, seront conservées par tous moyens et matériaux.

**1.30.7.9**      **SERVICES DE SOINS ET DE TRANSPORTS**

L'Entrepreneur doit tenir compte que des prestataires (interventions techniques, ambulances), résidents et visiteurs, sont amenés à intervenir sur le site. Dans ce sens, les accès principaux devront être maintenus accessibles en permanence par tous moyens et matériaux.

**1.30.8**      **DECLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX**

Conformément au Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, les Entrepreneurs sont tenus avant tous travaux d'adresser leur déclaration d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations ou établissements (France Telecom, GDF, EDF, service des eaux, etc.) suivant le modèle mis au point par l'administration (CERFA N° 900047).

## **1.40** **PRESCRIPTIONS GENERALES DIVERSES**

### **1.40.1** **PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA COORDINATION INTER-ENTREPRISES**

#### **1.40.1.1** **COORDINATION DES TRAVAUX – DELAIS DE REALISATION**

Le marché est un marché en lots séparés la coordination générale des travaux sera réalisée par la maîtrise d'œuvre. Il est rappelé aux entreprises l'impératif du strict respect du planning général et des plannings de chaque corps d'état. Les entreprises devront prendre toutes leurs dispositions pour le respect de leurs interventions. Elles devront anticiper toute action permettant un gain de temps ou évitant un dérapage.

Quelques points significatifs sont donnés à titre indicatif pour le respect des délais :

L'entreprise listera dans son marché tous les points nécessaires à réaliser avant le démarrage de leurs tâches. Cette liste sera remise à l'OPC dans les 15 jours suivant la notification du marché pour prise en compte dans le planning général.

L'entreprise précisera à la Maîtrise d'œuvre les dates limites des choix des matériaux en fonction des commandes de ces derniers et des délais des fournisseurs. L'entreprise prendra également les dispositions nécessaires auprès de ses fournisseurs pour pallier tout retard. L'argument du retard de fournisseurs ou de ruptures de stock ne sera en aucun cas retenu par la Maîtrise d'œuvre et les pénalités de retard seront immédiatement applicables à l'entreprise suivant les dispositions du C.C.A.P.

L'entreprise prendra les délais nécessaires et suffisants lors de la réalisation de ses plans de détails à faire valider par la Maîtrise d'Œuvre et le Contrôleur Technique afin de ne pas engendrer de retard.

Avant toute intervention programmée par l'OPC, l'entreprise anticipera sur ses dispositions d'installation de chantier à prendre et de la possibilité de ces installations en fonction des travaux en cours.

#### **1.40.1.2** **COMPTE PRORATA**

La gestion du compte prorata sera assurée par l'entreprise titulaire du lot 2 suivant la base prévue au C.C.A.P. travaux.

### **1.40.2** **COORDINATION DE TRAVAUX**

La coordination générale des travaux sera réalisée par la maîtrise d'œuvre, sous sa responsabilité et ce, pendant toute la durée du chantier. **La coordination interne à chaque chapitre sera à la charge des entreprises titulaires des lots concernés.**

Les entrepreneurs fourniront à chaque rendez-vous de chantier un état d'avancement détaillé de ses travaux.

### **1.40.3** **COMPTES-RENDUS DE CHANTIER**

A chaque rendez-vous de chantier, un compte-rendu sera rédigé par le Maître d'Œuvre diffusé aux intervenants concernés.

Les entreprises destinataires des comptes-rendus seront priées de se reporter aux observations les concernant et de faire le nécessaire. Il est précisé aux entreprises de prendre note des différentes décisions et des mesures prises au cours des rendez-vous et de les mettre en application sans attendre la réception des comptes rendus dactylographiés.

A défaut de réserves émises dans les sept jours qui suivent la réception de chaque compte rendu, les termes de celui-ci auront valeur contractuelle de principe.

### **1.40.4** **AUTOCONTROLE**

L'Entrepreneur doit s'assurer de la bonne réalisation de ses travaux avant demande de réception. Dans ce sens, l'Entrepreneur devra assurer un autocontrôle permanent des travaux réalisés et notamment ceux de ses sous-traitants. Des fiches d'autocontrôles seront à communiquer par l'Entrepreneur avant demande de réception.

## **1.40.5** **PERCEMENTS – SCELLEMENTS – REBOUCHAGES**

L'utilisation du marteau piqueur et autre matériel bruyant, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation au Maître d'Œuvre. D'une manière générale, l'Entrepreneur privilégiera un matériel peu bruyant ou des plages horaires respectueuses des résidents.

Tous les percements nécessaires, calfeutrements et rebouchages sont dus par l'Entreprise qui en a besoin. Les carottages seront privilégiés, les matériaux de reprise seront adaptés aux supports, et aux conditions d'expositions. EN cas de carottages important, l'Entreprise du lot GO et la MOE sera interrogée.

Les scellements et rebouchages devront respecter le degré-feu de la paroi. Les matériaux utilisés devront bénéficier d'un PV ou d'un essai de tenue au feu d'un organisme certifié.

Les scellements et rebouchages seront arasés à 5 mm du nu fini des parements et seront complétés par un enduit de finition.

## **1.40.6** **NETTOYAGE**

L'Entrepreneur devra assurer le nettoyage permanent des parties et zones sur lesquelles il intervient. Dans ce sens, l'Entrepreneur aura la charge d'assurer régulièrement et sans attendre un état d'encrassement avancé, le balayage, le nettoyage à l'eau et l'évacuation des gravats dans les zones d'intervention et de circulation.

Dans le cas d'une défaillance de nettoyage de l'Entrepreneur, le Maître d'Œuvre se réserve après rappel, le droit de faire appel sans préavis ni injonction, à une entreprise spécialisée extérieure, à la charge de l'Entrepreneur défaillant.

## **1.40.7** **VOIES D'ACCES, DE CIRCULATIONS ET ABORDS**

L'Entrepreneur devra prendre toutes précautions afin d'éviter de salir ou d'endommager les voies publiques ou privées avec le passage des camions, d'engins ou autres.

Son attention est attirée, à cet effet, sur l'application de l'article R-235 du Code Pénal relatif aux dégradations des chaussées.

Les espaces extérieurs sont entièrement la propriété de la ville de Dijon. Les demandes doivent être anticipées par le titulaire du lot pour ses installations

L'Entrepreneur sera responsable des véhicules et engins intervenant sur le site et sur les voies publiques et devra prendre toutes dispositions pour maintenir la propreté des voies et abords (main-d'œuvre, aire de lavage ou décrotteur de roues type Matraloc ou équivalent, etc...), ainsi que toutes dispositions pour éviter toutes dégradations des chaussées et trottoirs avoisinants (rampe provisoire, platelage, couche de protection sur géotextile, etc ...).

Les voies seront nettoyées par une balayeuse/Laveuse lorsqu'elles présentent des traces trop importantes ou présence de gravats (à l'appréciation des services de la Mairie, du Maître d'Ouvrage et de la M.OE) et autant de fois que nécessaire.

Au cas où il serait constaté une carence de l'Entrepreneur pour l'exécution des nettoyages, le Maître d'Œuvre se réserve le droit après rappel, de faire appel sans préavis ni injonction, à une entreprise spécialisée extérieure à la charge de l'Entreprise titulaire.

## **1.40.8** **EVACUATION DES GRAVATS – STOCKAGES – GESTION DES DECHETS**

### **1.40.8.1** **EVACUATION DES GRAVATS**

Le chantier sera maintenu propre en permanence durant toute la durée de l'exécution.

Chaque entrepreneur aura à sa charge les nettoyages de ses ouvrages, zones de travail et ce quotidiennement ainsi que l'évacuation de ses gravats.

### **1.40.8.2** **STOCKAGE**

L'Entrepreneur aura à sa charge d'organiser les stockages et l'évacuation dans les bennes des détritiques et gravats de toutes natures provenant de son chantier (rappel : les bennes sont gérées au prorata par le lot 2). L'aire des bennes sera clôturée de façon à éviter tous risques d'accident par une clôture opaque de 2,50 m de hauteur.

Les déchets seront évacués soit dans des centres de stockage contrôlés, soit par des entreprises de recyclages spécialisées reconnues. Impérativement chaque fin de semaine.

Les stockages de détritiques, gravats, vieux matériels ou matériaux, ailleurs que dans les bennes, sont strictement interdits.

### **1.40.8.3** **BORDEREAUX DE SUIVI**

Les bordereaux de suivi des déchets amiantés à minima seront transmis au Maître d'ouvrage, à la Maîtrise d'œuvre et au CSPS. Ils devront notamment comporter :

- Une section Maître d'Ouvrage, avec :
  - La dénomination du M.O.,

- Son adresse et coordonnées,
  - Le nom du responsable d'affaire,
  - Le nom du chantier et son adresse.
- Une section Entreprise, avec :
- La raison sociale de l'Entreprise,
  - Son adresse et coordonnées,
  - Le nom du responsable d'affaire,
  - Le cachet et le visa de l'Entreprise.
- Un espace de désignation du déchet, avec :
- La destination du déchet à évacuer (centre de tri, centre de stockage de classe 2 ou 3, chaufferie bois, incinération, valorisation ou recyclage, autre),
  - La désignation du déchet (béton, bois, menuiserie PVC, etc...),
  - Le type de contenant, sa quantité,
  - Le taux de remplissage.
- Un espace Collecteur / Transporteur, avec :
- Le nom du Collecteur / Transporteur,
  - Le nom du chauffeur,
  - Le cachet et le visa de l'entreprise.
- Un espace pour le centre de dépôt, avec :
- Le nom du centre de dépôt,
  - L'adresse de destination,
  - L'adresse de traitement,
  - La quantité reçue,
  - La qualité du déchet reçue et son refus éventuel avec motif,
  - Le cachet et le visa de l'entreprise de réception.

Le bordereau sera fait en 3 exemplaires, un pour l'entreprise, un pour le collecteur/transporteur, un pour le centre de dépôt et un pour le Maître d'ouvrage.

Les frais de gestion des déchets sont implicitement compris dans l'offre de l'Entrepreneur.

## **1.40.9**

## **RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS TECHNIQUES A FOURNIR**

### **1.40.9.1**

### **AVANT TRAVAUX (1 MOIS AVANT MISE EN FABRICATION)**

- Les plans d'atelier de chantier (PAC) des installations projetées en 3 exemplaires, avec les détails de fabrication et précisant les sections internes, ainsi que les liaisons avec les autres corps d'état.
- La copie des certificats d'agrément, de classement à la résistance au feu des matériaux ou équipements soumis à ces formalités, et Avis Technique.
- Les différents procès-verbaux d'essais émanant d'organismes habilités.
- La présentation d'échantillons à soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.
- La totalité des documents spécifiés ci-avant devront être communiqués en temps utile par l'entreprise pour information au Maître d'Ouvre, et recevoir l'accord de celui-ci avant toute exécution.
- Les échantillons devront être validés par la Maitrise d'ouvrage et la Maitrise d'œuvre.

### **1.40.9.2**

### **EN FIN DE TRAVAUX (DOSSIER DE RECOLLEMENT COMPLET)**

- Les plans complets conformes à l'exécution précisant en particulier les marques et types de tous les équipements installés.
- Les notices d'entretien rédigées en langue française.
- Les P.V d'essais contractuels, CONSUEL perforé, QUALIGAZ etc.
- Les attestations de fonctionnements de l'AQC.
- Les fiches techniques des produits mis en œuvre.
- Original des assurances.
- L'ensemble du dossier DOE sera fourni sur les supports et en nombre suivants les demandes du Maître d'Ouvrage avec au minimum :
  - 1 dossier numérique
  - 1 dossier en papier
- L'intégralité du dossier DOE devra être transmis et validé avant la signature du DGD

## **1.40.10**                    **RESERVATIONS – PERCEMENTS DANS LE NEUF ET L'EXISTANT**

Les scellements et rebouchages mentionnés ci-dessous respecteront les prescriptions réglementaires.

L'utilisation du marteau piqueur doit faire l'objet d'une demande d'autorisation au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage de façon à regrouper les interventions bruyantes pour éviter les nuisances pour les occupants.

### **Réservations – Percements dans le neuf : éléments porteurs**

Les entreprises concernées par des besoins en réservation fourniront leur plan de réservation coté (altimétrie, diamètre, dimensions) au titulaire du lot concerné pendant la période de préparation et impérativement 15 jours avant la fin de la période de préparation. A défaut, le gros-œuvre réalisera, à la charge et aux frais de l'entreprise concernée, les percements, les reprises de structure, les calfeutrements et les rebouchages nécessaires.

L'entreprise concernée fournira les fourreaux et éléments à sceller pour intégration par le gros-œuvre. Le gros-œuvre réalisera les scellements, les rebouchages et les calfeutrements (degré coupe-feu et étanchéité de la paroi traversée à respecter).

### **Percements dans l'existant : murs et planchers**

L'entreprise concernée tracera (à la bombe) l'axe des percements et précisera le diamètre ou les dimensions désirés (inclus marge de mise en œuvre).

Un rendez-vous de synthèse sera fait avant réalisation des travaux durant la période de préparation.

Le gros-œuvre effectuera les percements ou les chevêtres et reprises de structure nécessaires. Un repérage des armatures, des fourreaux électriques et des réseaux sera réalisé par le gros-œuvre avant intervention.

L'entreprise fournira au gros-œuvre les fourreaux pour scellement. Le gros-œuvre réalisera les scellements, les calfeutrements et les rebouchages (degré coupe-feu et étanchéité de la paroi traversée à respecter).

### **Percements dans cloisons légères**

Chaque entreprise concernée réalisera elle-même ses percements nécessaires, calfeutrements et rebouchages. Elle utilisera des matériaux compatibles avec ceux déjà en place et en fonction des revêtements (degré coupe-feu et étanchéité de la paroi traversée à respecter).

## **1.40.11**                    **LIMITES DE PRESTATION**

Les entrepreneurs doivent se procurer les pièces du dossier des autres corps d'état. Ils ont le devoir d'en prendre connaissance et ne peuvent en aucun cas, en cours de chantier ni à aucun moment, arguer de ne pas les avoir consultées ou de les ignorer.

A ce titre, certaines limites de prestations sont précisées dans les CCTP des différents lots.

**Les limites de prestations à l'intérieur d'un même lot sont à gérer par l'entreprise titulaire, notamment pour les limites de prestations à l'intérieur des lots 2 et 7 qui sont à la charge de l'entreprise.**

**L'ensemble des limites de prestations à l'intérieur du lot 2 et 7 seront intégrées et gérées par l'entrepreneur du lot, il ne pourra être demandé de travaux supplémentaires pour des limites de prestations au sein du lot.**

**Ci-dessous une liste non exhaustive :**

### **1.40.11.1**                    **LOT 02 – VRD**

#### **Avec le lot 10 – Electricité**

Les prestations à la charge du lot 02 comprennent :

- La pose des fourreaux et tranchées pour les éclairages extérieurs.

Les prestations à la charge du lot 10 comprennent :

- La fourniture des informations, plans de fourreaux, nombres et dimensions des fourreaux pour la pose des fourreaux pour les éclairages extérieurs.

### **1.40.11.2**                    **LOT 03 – ETANCHÉITÉ – COUVERTURE**

**Avec le lot 05 – Serrurerie**

Les prestations à la charge du lot 05 comprennent :

- La mise en place des ouvrages de serrurerie (grilles, échelle, garde-corps etc)

**Avec le lot 06 – Traitement de façade**

Les prestations à la charge du lot 03 comprennent :

- La mise en œuvre des couvertines
- Les moyens de levage pour l'approvisionnement des matériaux nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.
- La mise en place des entrées d'eau et des trop-pleins en toiture,
- Le renforcement ponctuel de l'étanchéité
- La fourniture et pose des descentes d'eau pluviale extérieures

Les prestations à la charge du lot 06 comprennent :

- L'installation, la mise à disposition, l'entretien et la dépose de l'ensemble des échafaudages.
- La coordination avec le lot 03 pour la mise en œuvre des descentes EP

**Avec le lot 9 - Plomberie Chauffage Ventilation**

Le titulaire du lot Plomberie Chauffage Ventilation devra :

- La dépose de l'ensemble des équipements et réseaux de ventilation en toiture
- L'ensemble des supportages des équipements et réseaux de son lot
- La pose des installations de ventilation,
- La pose des canalisations intérieures et le raccordement au réseau ;
- La fourniture et pose des descentes d'eau pluviale intérieures
- La fourniture et la mise en œuvre des canalisations et leur raccordement aux moignons, ainsi que la fourniture et la pose du jointoiement entre moignons et canalisations ;
- La fourniture et la mise en œuvre des contre-collerettes ainsi que celles des tuyaux de ventilation de chute ;
- La localisation des renforcements d'étanchéité nécessaires
- Les renseignements nécessaires au lot 3 fournis en temps utile pour la bonne exécution des ouvrages

Le titulaire du présent lot 03 devra

- La mise en place des entrées d'eau et des trop-pleins en toiture,
- Le renforcement ponctuel de l'étanchéité
- L'ensemble des relevés d'étanchéité sur les souches et sorties du lot Plomberie Chauffage Ventilation

**Avec le lot 10 – Electricité**

Les prestations à la charge du lot 03 comprennent :

- La pose des crosses d'étanchéité fournies par le lot Electricité,
- La réalisation des étanchéités et relevés pour les points singuliers et édifices aménagés pour le passage de gaines, ainsi que les passages de canalisations.
- La pose des lanterneaux avec DAD
- La pose des vélux compris commande par système solaire.

Les prestations à la charge du lot 10 Electricité comprennent :

- La fourniture des plans et indications
- Le traitement de finition et la protection extérieure des gaines et des équipements composant ses installations,
- La fourniture des crosses d'étanchéité,
- La réception de la pose des crosses d'étanchéité,
- Les renseignements nécessaires au lot 01 fournis en temps utile pour la bonne exécution des ouvrages
- Alimentation des DAD aux derniers niveaux

**1.40.11.3      LOT 04 – MENUISERIES EXTERIEURES**

**Avec le lot 06** : voir ci-dessous

**Avec le Lot 05 – Serrurerie**

Les prestations à la charge du lot 04 comprennent :

- Les travaux de dépose des menuiseries existantes et pose de menuiseries neuves



- Le traitement des appuis de baies, des tableaux de baies, linteaux de baies

Les prestations à la charge du lot 05 comprennent :

- Les travaux de dépose des serrureries existantes au besoin
- La pose des garde-corps et éléments de serrurerie.

#### **Avec le lot 7 : finitions intérieures**

Les prestations à la charge du lot 04 comprennent :

- La pose des menuiseries extérieures et volets roulants
- La fourniture et la pose des pièces de finitions intérieures en pourtour des menuiseries

Les prestations à la charge du lot 7 comprennent :

- les travaux de peinture ou faïence dans les pièces humides

#### **Avec le lot 9 : PCV**

Les prestations à la charge du lot 04 comprennent :

- La pose des entrées d'air

Les prestations à la charge du lot 9 comprennent :

- la fourniture des entrées d'air

#### **Avec le lot 10 : Electricité**

Les prestations à charge du lot 04 comprennent :

- Raccordement des motorisations des BSO et Volets

Les prestations à charge du lot 10 comprennent :

- Commande et alimentation des motorisations des volets et BSO

### **1.40.11.4      LOT 05 – SERRURERIE**

#### **Avec le lot 02 – VRD – Aménagements Extérieurs**

Les prestations à la charge du lot 05 comprennent :

- La pose des éléments de serrurerie compris finition,
- Le pose du local OM

### **1.40.11.5      LOT 06 – TRAITEMENT DE FAÇADE**

#### **Avec le lot 2 – Démolition GO**

Les prestations à la charge du lot 2 :

- Dépose des allèges béton

#### **Avec le lot 03 – Etanchéité**

Voir chapitre ci-dessus

#### **Avec le Lot 04 – Menuiseries Extérieures**

Les prestations à la charge du lot 06 comprennent :

- Les travaux de dépose des éléments existants
- Le traitement des appuis de baies, des tableaux de baies, linteaux de baies

Les prestations à la charge du lot 04 comprennent :

- La pose des menuiseries extérieures
- La réalisation des bavettes d'appuis de fenêtre

#### **Avec le Lot 05 – Serrurerie**

Les prestations à la charge du lot 06 comprennent :

- Les travaux de dépose des revêtements existants
- Le traitement des appuis de baies, des tableaux de baies, linteaux de baies

Les prestations à la charge du lot 05 comprennent :

- Les travaux de dépose des serrureries existantes au besoin
- La pose des garde-corps et éléments de serrurerie.

#### **1.40.11.6**            **LOT 07 – FINITIONS INTERIEURES**

##### **Avec le lot 09 - PCV**

Les prestations à charge lot 07 :

- Travaux de faux plafond
- Transmission des calepinages des FP pour validation
- Fourniture et pose des trappes de visites
- Fourniture et pose des plans de travail de la loge

Les prestations à charge lot 09 :

- Transmission des calepinages des vannes pour calepinage des FP
- Toutes les découpes et saignées nécessaires dans les ouvrages du lot 07.
- Transmission des informations pour localisation des trappes de visite
- Fourniture et Pose des équipements sanitaires et kitchenette, compris plan de travail hors loge

##### **Avec le lot 10 - Electricité**

Les prestations à charge lot 07 :

- Fourniture et pose des gaines PROMA, selon dimension lot 10 elec
- Raccordement des ventouses

Les prestations à charge lot 10 :

- Transmission des réservation des volet de désenfumage
- Fourniture et pose des volets de désenfumage, compris alimentation
- Alimentation des ventouses

#### **1.40.11.7**            **LOT 09 – PCV**

##### **Avec le lot 10 - Electricité**

Voir CCTP 09 PCV

#### **1.40.11.8**            **LOT 12 – MENUISERIES INTERIEURES**

Voir CCTP 12 – MENUISERIES INTERIEURES

#### **1.40.12**            **SCELLEMENTS – REBOUCHAGES**

Les scellements et rebouchages seront arasés à 5 mm du nu fini des parements, ils seront complétés par un enduit de finition réalisé soit par l'entrepreneur de gros-œuvre, soit par l'entrepreneur de Cloisons sèches, suivant la nature des supports et le parement définitif (enduit plâtre ou enduit ciment).

Les responsables des scellements, rebouchages et calfeutrements sont les entreprises concernées par les percements et réservations. En cas d'erreur dans la demande de percements, l'Entreprise à l'origine de la demande est responsable du rebouchage par tous les moyens nécessaires.

Les calfeutrements au pourtour des menuiseries restent à la charge de l'entrepreneur du lot 06 - Traitement de façade

Pour ce qui est des huisseries dans les maçonneries et cloisons, ces dernières seront présentées, réglées et calées par le menuisier. Elles seront scellées lors du montage de la maçonnerie ou de la cloison concernée par l'entreprise réalisant cet ouvrage.

### **1.40.13**                    **RELEVES DES OUVRAGES EXISTANTS – TRAITS DE NIVEAUX – TRACAGE – MISE EN PLACE DES AXES**

En début de chantier, chaque entreprise aura à sa charge la réalisation du contrôle des existants afin de confirmer les hypothèses d'études.

Tous les tracés sont exécutés et dus par chaque entrepreneur assurant la pose de l'ouvrage considéré.

### **1.40.14**                    **RECEPTION DES SUPPORTS**

Il appartient à chaque corps d'état de veiller à la bonne exécution des travaux et des supports sur lesquels ses ouvrages viennent s'adapter.

Il devra, durant l'exécution des travaux, faire part de ses observations à l'entreprise concernée ainsi qu'à la Maîtrise d'Œuvre.

Les limites de tolérances admissibles, si elles ne sont pas normalisées, seront définies avant le démarrage de l'exécution des tâches.

En aucun cas, les entrepreneurs ou leurs sous-traitants, ne pourront prétendre à des suppléments pour l'exécution de leur marché sur des supports inadaptés. A la demande des entrepreneurs, le Maître d'Œuvre servira d'arbitre et participera à la réception des supports.

En ce qui concerne les existants, les supports sont supposés connus des entreprises. Il ne sera pas admis de réclamation.

### **1.40.15**                    **PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES OUVRAGES**

#### **1.40.15.1**                    **PROTECTION DES EXISTANTS**

S'agissant de travaux dans un bâtiment existant, l'entreprise devra dans le cadre de son marché, la réalisation de toutes les protections nécessaires à préserver les existants des chocs et de la poussière ou des salissures.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour que les protections soient efficaces et permanentes et qu'elles soient entretenues.

Elles seront prévues sur tous les ouvrages conservés ou au droit des séparations de la zone de chantier et de ou des zones qui ne sont pas en chantier.

Elles seront adaptées aux ouvrages, le type de protection sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre.

#### **1.40.15.2**                    **PROTECTION DES OUVRAGES – MATERIAUX – MATÉRIELS**

Les entrepreneurs ou les sous-traitants sont tenus pour responsables des ouvrages et en doivent la protection jusqu'à la réception.

#### **IL EST PRECISE QUE :**

- Les détériorations par "manque de protection" constatées en cours de chantier sont réparées ou remplacées par et aux frais de l'entrepreneur responsable de la prestation, à charge par lui de se faire couvrir par son assurance.
- Les détériorations causées par les effets atmosphériques sont réparées par et aux frais de l'entrepreneur dont les ouvrages ont été détériorés, à charge par lui de se faire couvrir par son assurance.
- Les détériorations causées par des tiers, sont réparées aux frais du compte prorata sauf si l'entreprise est clairement identifiée, conformément au C.C.A.G. et à la convention de l'office des B.T.P., édition septembre 1995.
- L'entrepreneur est responsable des matériaux et matériels qu'il approvisionne et de ses outils de chantier. Ils sont couverts par une assurance Responsabilité Civile.
- Le remplacement des matériaux et matériels posés et disparus par vol est assuré par l'entrepreneur dont les matériaux et matériels ont disparus. Les frais entraînés par ce remplacement sont supportés par lui.

- En outre, il est précisé que l'entrepreneur est tenu pour responsable des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts. En conséquence, il veille à ce que la main-d'œuvre employée par lui sur le chantier n'exécute pas sur ces parements de graffiti, épaufrures, gravures ou autres. Tout manquement à cette clause, non réparable sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage, est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable de la dégradation ou, dans le cas d'impossibilité de déceler l'entrepreneur responsable, portés au compte prorata.

D'une façon générale, les dispositions concernant l'implantation des clôtures seront examinées avec le coordonnateur S.P.S.

Toutes ces réparations, remises en état, remplacements, quoique étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation audit délai.

En aucun cas, les frais résultants de l'application du présent article ne peuvent être imputés au Maître d'Ouvrage.

D'une façon générale, les protections des ouvrages désignés ci-après sont obligatoires pour tous les ouvrages finis, céramiques, sanitaires, briques, peinture, sols souples, béton brut, etc. sans que cette énumération soit exhaustive.

## **1.50** **PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA RECEPTION DES TRAVAUX**

### **1.50.1** **ESSAIS DE MATERIAUX ET DE MISE EN ŒUVRE**

Chaque entreprise aura à sa charge la réalisation des essais d'autocontrôles des matériaux et de mise en œuvre.

Ces essais seront effectués soit à l'initiative de l'entreprise, soit à la requête de la Maîtrise d'Œuvre ou du Bureau de Contrôle.

Ces essais seront effectués par des organismes réputés et agréés officiellement comme tels. Ils seront choisis par l'entreprise. Le nombre des essais n'est pas limitatif.

Les frais entraînés par ces essais seront à la charge des entreprises.

Au stade des opérations préalables à la réception, les essais de fonctionnement des installations de chauffage, électricité et ventilation sont à la charge des entreprises.

Tous les procès-verbaux d'essais de comportement au feu des matériaux seront obligatoirement produits avant toute mise en œuvre. Au moment de la réception, un recueil de ces procès-verbaux sera remis en trois exemplaires pour demander la conformité des ouvrages.

#### **1.50.1.1** **ESSAIS TECHNIQUES**

Pour tous les CCTPs techniques, les essais et les vérifications de fonctionnement des installations seront réalisés conformément aux dispositions figurant dans le document technique réactualisé (anciennement COPREC, récupéré 2ème semestre 2014 par l'AQC) et Diagvent pour la ventilation.

Ces essais comprennent notamment :

- Les essais d'étanchéité et de pression.
- Les essais d'arrachement.
- Les essais des dispositifs de sécurité.
- Les essais des appareils mécaniques et électroniques.
- Les mesures d'isolement de terre entre conducteurs.
- Le contrôle de l'isolement des circuits et des sections.
- Le contrôle des protections.
- Les essais de déclenchement des appareils de protection et des dispositifs différentiels.
- Les mesures des niveaux d'éclairement.
- La conformité aux règlements de sécurité.

Les résultats de ces essais seront consignés dans ces procès-verbaux établis suivant les nouveaux modèles, qui devront être envoyés pour examen au Maître d'Œuvre pour faire valoir une demande de réception des ouvrages.

Pour les installations électriques intérieures, suivant les dispositions du Décret n° 72-1120 du 14 Décembre 1972, modifié par le décret n°2001-222 du 6 Mars 2001 (J.O du 13 Mars 2001) et par le décret n°2010-301 du 22 mars 2010 (J.O. du 23 mars 2010), relatives aux attestations de la conformité des installations électriques, sont applicables, CONSUEL demandé pour les logements et les parties communes.

Pour les plaquettes ou céramiques ou carrelage, des essais de suivi de qualité seront produits par le fabricant et fournis au Maître d'Œuvre pour chaque cuisson.

Pour les menuiseries, des procès-verbaux d'essais d'étanchéité et de qualité seront obligatoirement fournis pour tous les types de châssis. A défaut, il sera réalisé des essais sous contrôle du Bureau de Contrôle. Ces essais n'excluent pas ceux de suivi de qualité qui peuvent être réclamés par la Maîtrise d'Œuvre sur le site.

Au stade des opérations préalables à la réception, les essais de fonctionnement des installations de chauffage, électricité et ventilation sont à la charge des entreprises.

Tous les procès-verbaux d'essais de comportement au feu des matériaux seront obligatoirement produits avant toute mise en œuvre. Au moment de la réception, un recueil de ces procès-verbaux sera remis en trois exemplaires pour demander la conformité des ouvrages.

### **1.50.2**

## **DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES ET DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR LES OUVRAGES**

En fin de travaux, avant réception des ouvrages, les entreprises remettront d'une part, le dossier des ouvrages exécutés concernant leur marché, d'autre part, les documents demandés par le CSPS pour constituer le dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages DIUO.

Chaque dossier des ouvrages exécutés comportera :

- Les plans complets conformes à l'exécution précisant en particulier les marques et types de tous les équipements installés.
- La liste des matériels et matériaux mis en œuvre avec leurs caractéristiques techniques,
- Les fiches de garantie, des matériels et produits,
- Les notices d'entretien rédigées en langue française.
- Les P.V d'essais contractuels, et surtout COPREC, CONSUEL perforé, QUALIGAZ etc.
- Les fiches techniques des produits mis en œuvre.
- Original des assurances.
- L'ensemble du dossier essais sera fourni sur les supports et en nombre suivants les demandes du Maître d'Ouvrage avec au minimum :
  - 1 dossier numérique
  - 1 dossier en papier

### **1.50.3**

## **ASSISTANCE A LA RECEPTION DES OUVRAGES**

Pour assister le Maître d'Ouvrage dans les opérations de réception, il sera mis à sa disposition des ouvriers qualifiés. Ces ouvriers accompagneront le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre pendant toute la période que dureront les réceptions, des ouvriers représenteront chaque lot.

Leur fonction sera de réaliser les réparations ou finitions pouvant être effectuées immédiatement, assurer les amenées de fluide pour tester les ouvrages et matériels, assurer l'éclairage des locaux, ouvrir et fermer les châssis, etc.

Les dépenses entraînées par la mise à disposition de ces ouvriers sont à la charge de l'entreprise de chaque lot.